

Investissements directs 2013

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK



Investissements directs 2013

14^e année

Table des matières

Page

6	Aperçu
8	Investissements directs suisses à l'étranger
8	Exportations de capitaux
9	Stocks d'investissements directs
10	Revenus de capitaux
11	Effectifs
12	Investissements directs étrangers en Suisse
12	Importations de capitaux
13	Stocks d'investissements directs
14	Revenus de capitaux
15	Effectifs
16	Thèmes spéciaux
16	Les investisseurs directs suisses et leurs effectifs en Suisse et à l'étranger
17	Ventilation des investissements directs étrangers en Suisse selon le pays d'origine de l'investisseur ultime
21	Nombre d'entreprises en Suisse à participation étrangère majoritaire
25	La présentation des investissements directs selon le principe directionnel et selon le principe des actifs et des passifs
36	Perspectives: Adaptation de la statistique des investissements directs aux nouvelles normes internationales
39	Commentaires
39	Modifications par rapport à l'année précédente
39	Fondements méthodologiques et statistiques
40	Fondements juridiques
41	Définition des groupes de branches
42	Définition des pays et des régions

Page

A1 Tableaux

A3 Explication des signes et remarques

Investissements directs suisses à l'étranger

A4 1.1 Pays – Exportations de capitaux

A6 1.2 Pays – Etat en fin d'année

A8 1.3 Pays – Effectifs

A10 1.4 Branches et secteurs – Exportations de capitaux

A11 1.5 Branches et secteurs – Etat en fin d'année

A12 1.6 Branches et secteurs – Effectifs

A13 1.7 Branches et secteurs – Revenus de capitaux

A14 1.8 Types de capitaux et groupes de pays – Exportations de capitaux

Investissements directs étrangers en Suisse

A16 2.1 Pays – Importations de capitaux

A17 2.2 Pays – Etat en fin d'année

A18 2.3 Pays – Effectifs

A21 2.4 Branches et secteurs – Importations de capitaux

A21 2.5 Branches et secteurs – Etat en fin d'année

A22 2.6 Branches et secteurs – Effectifs

A23 2.7 Branches et secteurs – Revenus de capitaux

A24 2.8 Types de capitaux et groupes de pays – Importations de capitaux

A26 Informations complémentaires sur les investissements directs et les thèmes spéciaux

Nouveau repli des investissements directs suisses à l'étranger – UE et Asie: principales destinations des exportations de capitaux – Investissements directs étrangers en Suisse à leur plus bas niveau depuis 2005

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs suisses à l'étranger ont porté sur 32 milliards de francs en 2013, contre 41 milliards l'année précédente. L'industrie, en particulier, a réduit ses investissements à l'étranger par rapport à 2012. En outre, les sociétés financières et holdings ont rapatrié des fonds de leurs filiales à l'étranger; en 2012, elles avaient encore effectué des placements pour des montants considérables. En revanche, les banques ont investi nettement plus à l'étranger que l'année précédente. L'UE et l'Asie ont été les principales bénéficiaires des investissements directs suisses, qui se sont établis à respectivement 12 milliards et 11 milliards de francs. Par contre, des désinvestissements ont été opérés en Amérique du Nord pour un montant de 1 milliard de francs.

Pour la première fois depuis 2002, les stocks d'investissements directs à l'étranger ont diminué (-20 milliards) malgré des exportations de capitaux, s'inscrivant ainsi à 1 073 milliards de francs.

Cette évolution s'explique principalement par des restructurations effectuées dans des filiales de sociétés financières et holdings. Les implantations suisses à l'étranger comptaient 2,966 millions de personnes fin 2013, ce qui correspond à une hausse de 2%. La plus forte progression des effectifs a été enregistrée en Europe. En Asie, par contre, la croissance des effectifs s'est ralentie, alors qu'elle avait été supérieure à la moyenne les années précédentes.

Les revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger se sont établis à 57 milliards de francs, soit un montant inférieur de 3 milliards à celui de 2012. Ce recul est dû surtout à la baisse des bénéfices des filiales à l'étranger des sociétés financières et holdings ainsi que dans l'industrie.

Tableau 1

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN 2013: APERÇU

		2012	2013	Variation en %
Investissements directs suisses à l'étranger				
Exportations de capitaux	en milliards de francs	40.6	31.5	-22.4
Stocks d'investissements directs	en milliards de francs	1 093.4	1 072.8	-1.9
Revenus de capitaux	en milliards de francs	60.2	57.1	-5.2
Effectifs	en milliers de personnes	2 907.4	2 966.2	2.0
Investissements directs étrangers en Suisse				
Importations de capitaux	en milliards de francs	15.0	0.6	-95.9
Stocks d'investissements directs	en milliards de francs	675.2	688.1	1.9
Revenus de capitaux	en milliards de francs	39.2	34.4	-12.2
Effectifs ¹	en milliers de personnes	443.5	443.8	0.1

¹ Y compris les entreprises qui n'entrent pas dans la statistique des investissements directs du fait qu'elles n'atteignent pas le seuil déterminant pour la participation aux enquêtes dans ce domaine.

Par rapport à d'autres pays, la Suisse détient un volume élevé d'investissements directs à l'étranger. En matière de stocks d'investissements directs, elle compte parmi les plus grands investisseurs au monde (source: FMI, <http://cdis.imf.org>). Plusieurs raisons expliquent l'importance de la Suisse à cet égard, notamment la présence sur son territoire de nombreux sièges principaux de grands groupes multinationaux et l'attrait qu'elle présente, comme lieu d'implantation, pour les holdings en mains étrangères. Elle est devancée par les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Luxembourg, ces deux derniers pays abritant de nombreux holdings.

Les importations de capitaux en vue d'investissements directs étrangers en Suisse ont passé de 15 milliards en 2012 à 1 milliard de francs en 2013. Elles sont tombées de ce fait à leur plus bas niveau depuis 2005. Les entrepreneurs étrangers ont certes investi 7 milliards de francs dans leurs filiales du secteur de l'industrie. Toutefois, ils ont rapatrié 6 milliards de francs provenant d'entreprises du secteur des services, notamment de sociétés financières et holdings ainsi que de banques.

En 2013, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse ont augmenté de 13 milliards, s'inscrivant à 688 milliards de francs. Cette évolution est due principalement à des variations de valeur et à la prise en compte d'entreprises qui n'avaient jamais été recensées jusque-là. La progression a concerné en premier lieu les filiales des investisseurs domiciliés dans l'UE. Les revenus de capitaux découlant des investissements directs étrangers en Suisse ont porté sur 34 milliards de francs, contre 39 milliards en 2012. Ce recul s'explique surtout par la baisse des revenus dans le secteur des services.

En Suisse, les entreprises comptant des investisseurs directs étrangers employaient 444 000 personnes fin 2013,¹ comme l'année précédente, soit 11% de l'ensemble des effectifs de l'industrie et des services (4,2 millions de personnes).

¹ Les effectifs de ces entreprises ont été recensés par la Banque nationale suisse en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique.

Investissements directs suisses à l'étranger

EXPORTATIONS DE CAPITAUX

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont passé de 41 milliards en 2012 à 32 milliards de francs en 2013. Elles ont fléchi dans l'industrie, s'inscrivant à 11 milliards de francs, contre 18 milliards l'année précédente. En particulier, le groupe de branches *Chimie et plastique* a investi 3 milliards de francs à l'étranger, soit nettement moins qu'en 2012 (9 milliards). Dans le groupe de branches *Autres industries et construction*, les investissements et les désinvestissements se sont compensés, alors qu'en 2012 ce groupe avait effectué des placements pour 4 milliards de francs. En revanche, le groupe *Electronique, énergie, optique et horlogerie* a relevé ses investissements directs, les portant à 5 milliards de francs (2012: 3 milliards).

Les sociétés financières et holdings ont rapatrié de leurs filiales à l'étranger des fonds à hauteur de 1 milliard de francs, alors qu'elles avaient investi 7 milliards l'année précédente. Les entreprises des services (hors sociétés financières et holdings) ont en revanche accru leurs investissements directs, qui ont passé de 16 milliards à 21 milliards de francs. Les banques ont joué un rôle déterminant, puisqu'elles ont placé 13 milliards de francs, contre 5 milliards en 2012, afin notamment de renforcer la dotation en fonds propres de leurs filiales à l'étranger. Les investissements directs des compagnies d'assurances ont porté sur un montant identique à celui de l'année précédente, à savoir sur 5 milliards de francs; les revenus réinvestis, d'un niveau élevé, ont dépassé nettement les fonds rapatriés au titre du capital social.

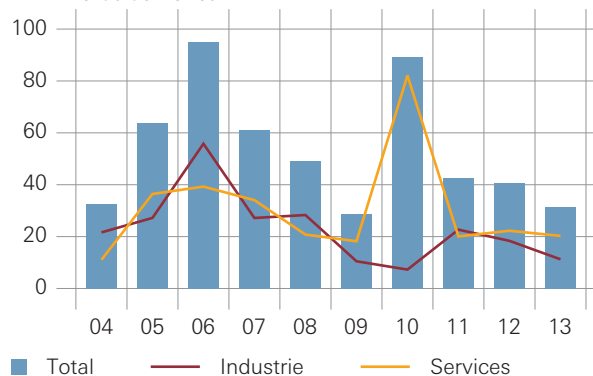
L'Europe a été la première destinataire des investissements directs suisses, qui ont atteint 12 milliards de francs. Les entreprises suisses ont investi presque exclusivement dans les pays de l'UE: les placements les plus élevés ont été effectués au Royaume-Uni et en France, à raison de 3 milliards de francs dans chacun de ces pays, et 2 milliards ont convergé vers les Pays-Bas. Par contre, des fonds ont été rapatriés à hauteur de 10 milliards de francs de filiales sises au Luxembourg, pays abritant des holdings. L'Asie a été la deuxième plus importante destination des investissements directs suisses (11 milliards de francs). Les Emirats arabes unis ont été les

Graphique 1

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Exportations de capitaux

En milliards de francs



Source: BNS.

principaux bénéficiaires de ces fonds (5 milliards de francs), les crédits au sein de groupes ayant joué un rôle prédominant. En outre, 2 milliards de francs ont été placés en Chine. Les entreprises suisses ont investi 1 milliard de francs à Singapour, un montant identique en Malaisie ainsi qu'en Arabie saoudite. En revanche, elles ont rapatrié 2 milliards de francs de Hong Kong. L'Amérique centrale et du Sud a vu affluer des fonds à concurrence de 6 milliards de francs, contre 14 milliards en 2012. Ce montant s'est réparti comme suit: 3 milliards de francs ont été investis dans les centres financiers offshore, 1 milliard s'est dirigé vers le Brésil, et un montant identique, vers le Mexique. L'Afrique et l'Australie ont bénéficié chacune d'investissements directs eux aussi à hauteur de 1 milliard de francs. L'Amérique du Nord a été la seule région à enregistrer des désinvestissements (-1 milliard), après avoir été en 2012 la première destinataire des investissements directs pour un montant de 14 milliards de francs. Les rapatriements de capitaux effectués par les sociétés financières et holdings ont été déterminants en matière de désinvestissements; cette branche a en effet réduit sensiblement ses crédits à des filiales aux Etats-Unis.

STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

Pour la première fois depuis 2002, les stocks d'investissements directs à l'étranger ont diminué (-20 milliards) pour s'inscrire à 1 073 milliards de francs. La composante *Capital social*, notamment, a passé de 1 024 milliards à 987 milliards de francs, et ce malgré l'évolution des exportations de capitaux. Ce recul s'explique en premier lieu par des variations de valeur en lien avec des restructurations opérées dans des filiales de sociétés financières et holdings. En revanche, la composante *Crédits au sein de groupes* a évolué en conformité avec les exportations de capitaux; elle a augmenté de 15 milliards, atteignant ainsi 85 milliards de francs.

Dans les sociétés financières et holdings, les stocks d'investissements directs à l'étranger ont diminué de 31 milliards pour s'établir à 379 milliards de francs. Ce groupe détient toujours les stocks d'investissements directs les plus importants, mais sa part a passé de 37% à 35%. Dans le secteur des services (hors sociétés financières et holdings), les stocks d'investissements directs ont en revanche progressé de 5 milliards, s'inscrivant à 360 milliards de francs; les diverses branches ont évolué de manière inégale. Alors que les stocks d'investissements directs affichaient, à la suite d'exportations de capitaux, 90 milliards de francs (+11 milliards) dans les filiales des banques, ils se chiffraient à 128 milliards (-10 milliards) dans les compagnies d'assurances. Comme pour les sociétés financières et holdings, cette évolution est due principalement à des restructurations au sein de groupes.

Dans l'industrie, les stocks d'investissements directs à l'étranger ont augmenté de 4 milliards pour s'inscrire à 333 milliards de francs, soit 31% du total. Le groupe de branches *Electronique, énergie, optique et horlogerie* a enregistré une progression de 7 milliards de ses stocks d'investissements directs, qui ont ainsi passé à 61 milliards de francs. Dans les groupes de branches *Chimie et plastique* ainsi que *Textile et habillement*, les stocks d'investissements directs affichaient respectivement 136 milliards et 9 milliards de francs, des montants supérieurs de 1 milliard à ceux de l'année précédente. Quant aux groupes de branches *Autres industries et construction* ainsi que *Métallurgie et machines*, ils ont marqué un repli de leurs stocks d'investissements directs, ces derniers s'établissant à 90 milliards (-3 milliards) pour le premier groupe et à 37 milliards de francs (-2 milliards) pour le second.

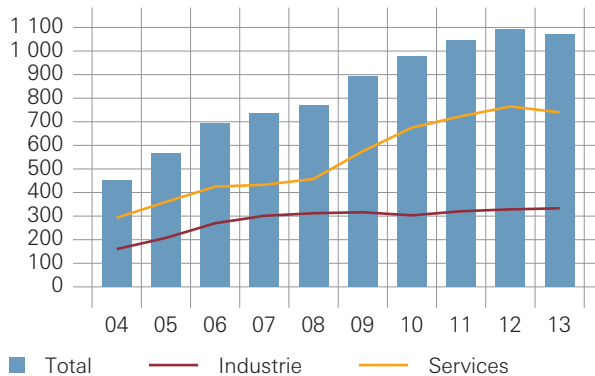
Les stocks d'investissements directs suisses ont marqué un recul de 8 milliards dans les pays de l'UE pour se chiffrer à 465 milliards de francs. Ils ont fléchi le plus fortement, soit de 20 milliards, au Luxembourg, pays abritant des holdings; au total, ils s'inscrivaient à 97 milliards de francs. Néanmoins,

Graphique 2

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Stocks d'investissements directs

En milliards de francs



Source: BNS.

ce pays continuait d'occuper, au sein de l'UE, la première place en matière de stocks d'investissements directs suisses. Au deuxième rang dans l'UE, le Royaume-Uni a enregistré lui aussi une diminution des stocks, ces derniers passant de 82 milliards à 79 milliards de francs. Les progressions des stocks d'investissements directs observées aux Pays-Bas (+3 milliards) et en Grèce (+3 milliards), mais aussi dans plusieurs autres pays de l'UE, n'ont pu compenser les diminutions susmentionnées; dans ces deux pays, les stocks d'investissements directs affichaient respectivement 61 milliards et 5 milliards de francs.

En Amérique centrale et du Sud, les stocks d'investissements directs suisses ont reculé de 10 milliards pour s'établir à 175 milliards de francs. Les centres financiers offshore ont été touchés en premier lieu; les stocks d'investissements directs y sont passés de 129 milliards à 122 milliards de francs, malgré les exportations de capitaux. Dans ce cas également, les restructurations au sein de groupes ont été déterminantes. Les stocks d'investissements directs ont régressé non seulement dans les centres financiers offshore, mais aussi dans la majorité des autres pays d'Amérique centrale et du Sud. Aux Etats-Unis également, les stocks d'investissements directs ont accusé un repli. Ils ont en effet diminué de 11 milliards pour s'inscrire à 189 milliards de francs en raison de restructurations au sein de groupes, de désinvestissements et de l'affaiblissement du dollar. En Asie, les stocks atteignaient 110 milliards de francs (+2 milliards) fin 2013. A Singapour et dans les Emirats arabes unis, ils portaient sur respectivement 22 milliards (+2 milliards) et 11 milliards de francs (+2 milliards). Au Japon par contre, la faiblesse du yen a entraîné un recul de 2 milliards des stocks d'investissements directs, qui ont passé à 12 milliards de francs.

REVENUS DE CAPITAUX

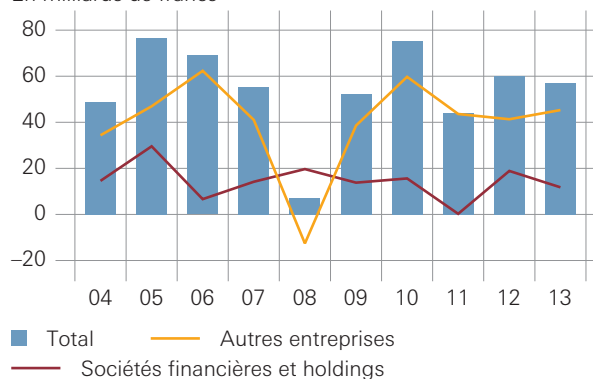
Les revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger se sont inscrits à 57 milliards de francs, soit un montant inférieur de 3 milliards à celui de l'année précédente. Dans les filiales à l'étranger de l'industrie ainsi que des sociétés financières et holdings, les revenus de capitaux ont diminué, passant à 25 milliards de francs (-7 milliards) et à 12 milliards (-7 milliards). Tous les groupes de branches de l'industrie, à l'exception du groupe *Chimie et plastique*, ont marqué un repli des revenus de capitaux; celui-ci a touché principalement le groupe de branches *Autres industries et construction*. En revanche, le secteur des services (hors sociétés financières et holdings) a évolué de manière divergente: ses revenus tirés des investissements directs à l'étranger ont plus que doublé par rapport à 2012, atteignant 21 milliards de francs, ce qui s'explique essentiellement par l'évolution positive dans le secteur bancaire et les assurances. Si les revenus des banques se sont établis à 3 milliards de francs, après les pertes de 5 milliards accusées en 2012, ceux des compagnies d'assurances se sont élevés à 14 milliards de francs, contre 9 milliards l'année précédente. De même, la composition des revenus de capitaux s'est modifiée d'une année à l'autre. Les investisseurs directs suisses ont relevé dans leurs filiales à l'étranger la quote-part de distribution des bénéfices. Ainsi, la part des dividendes dans l'ensemble des revenus de capitaux a passé de 67% à 79%.

Graphique 3

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Revenus de capitaux

En milliards de francs



Source: BNS.

EFFECTIFS

Fin 2013, les implantations suisses à l'étranger comptaient 2 966 000 salariés, ce qui correspond à une progression de 59 000 personnes (+2%). Les filiales à l'étranger de l'industrie occupaient 1 444 000 personnes, soit environ 24 000 de plus qu'à fin 2012. Au sein de ce secteur, le groupe de branches *Chimie et plastique* a enregistré la plus forte augmentation (+15 000). Les groupes de branches *Electronique, énergie, optique et horlogerie* ainsi que *Métallurgie et machines* ont eux aussi renforcé leurs effectifs de respectivement 9 000 et 7 000 personnes. Par contre, le groupe de branches *Autres industries et construction* a réduit ses effectifs à l'étranger (-7 000). Dans les services, les implantations à l'étranger ont accru l'emploi pour le porter à 1 522 000 personnes, soit une progression de 35 000, dont une part de 14 000 personnes revenait aux sociétés financières et holdings. Quant au groupe de branches *Autres services*, il occupait lui aussi davantage de personnes à l'étranger (+13 000), du fait principalement d'acquisitions.

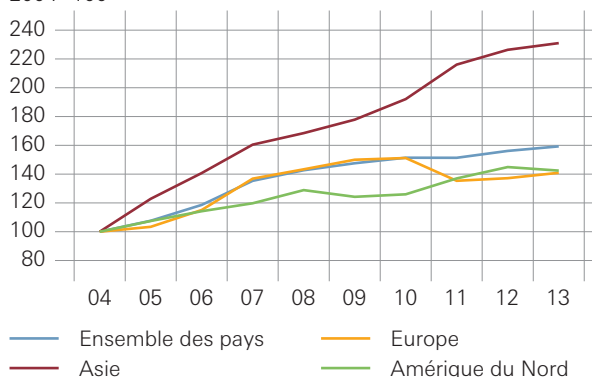
En 2013, les entreprises suisses ont étoffé leurs effectifs à l'étranger, principalement en Europe; ceux-ci ont augmenté de 35 000 personnes, ou de 2,7%, pour atteindre 1 326 000 personnes. La progression est toutefois due avant tout à la prise en compte d'entreprises qui n'avaient pas été recensées jusque-là. Des accroissements plus prononcés ont été observés notamment en Russie (+14 000) et en Pologne (+5 000). En Afrique, les effectifs ont crû de 15 000 personnes, passant ainsi à 133 000 personnes, ce qui correspond à la plus forte augmentation en termes relatifs (+12,9%). Cette évolution s'explique par la prise en compte, dans ce cas également, d'entreprises qui n'avaient pas été recensées jusque-là, mais aussi par des acquisitions. En Asie, l'emploi a progressé de 15 000 personnes, ou de 2,1%, pour s'inscrire à 702 000; une croissance aussi faible n'avait plus été observée depuis dix ans. En Chine et en Inde, qui sont des marchés en forte expansion, la hausse de respectivement 5 000 et 3 000 personnes a été inférieure à la moyenne au cours de ces dernières années. En revanche, les implantations sises en Indonésie ont connu la plus vive augmentation (+7 000). L'Amérique centrale et du Sud a enregistré elle aussi une progression moins soutenue que les années précédentes (+4 000 pour un total de 305 000 personnes). Les effectifs ont augmenté de 3 000 personnes au Chili, mais nettement moins au Brésil et au Mexique, soit de 1 000 personnes dans chacun de ces pays. Dans les filiales d'Amérique du Nord et d'Océanie, les investisseurs suisses ont même procédé à des réductions de personnel à hauteur de respectivement 8 000 et 2 000 personnes.

Graphique 4

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Effectifs: indexés

2004=100

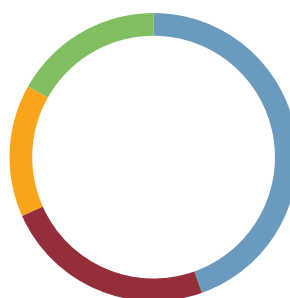


Source: BNS.

Graphique 5

EFFECTIFS À L'ÉTRANGER FIN 2013

Répartition géographique en %



— Europe **45**
— Asie **24**
— Amérique du Nord **15**
— Autres continents **17**

Total: 3.0 millions de personnes

Source: BNS.

Investissements directs étrangers en Suisse

IMPORTATIONS DE CAPITAUX

Les importations de capitaux en vue d'investissements directs étrangers en Suisse ont passé de 15 milliards en 2012 à 1 milliard de francs en 2013. Ce repli est dû, d'une part, à l'évolution des crédits au sein de groupes: des investisseurs étrangers ont rapatrié 11 milliards de francs de leurs filiales en Suisse, alors que, l'année précédente, des importations de capitaux avaient été enregistrées à hauteur de 12 milliards au titre des crédits. D'autre part, les bénéficiaires réinvestis se sont inscrits à 4 milliards de francs, contre 12 milliards en 2012. En revanche, les entreprises étrangères ont investi davantage dans le capital social de leurs filiales: en effet, après avoir procédé à des retraits de capitaux à concurrence de 9 milliards en 2012, elles ont de nouveau choisi ce type d'investissements en plaçant 8 milliards de francs.

Les investisseurs étrangers ont fait affluer 7 milliards de francs dans l'industrie, les principaux bénéficiaires étant les groupes de branches *Electronique, énergie, optique et horlogerie* (3 milliards) et *Chimie et plastique* (3 milliards). Par contre, ils ont retiré 6 milliards de francs du secteur des services. Les plus importants désinvestissements ont été opérés dans les sociétés financières et holdings ainsi que dans les banques à hauteur de respectivement 5 milliards et 3 milliards de francs. De son côté, le groupe de branches *Commerce* a bénéficié d'un apport de 1 milliard de francs.

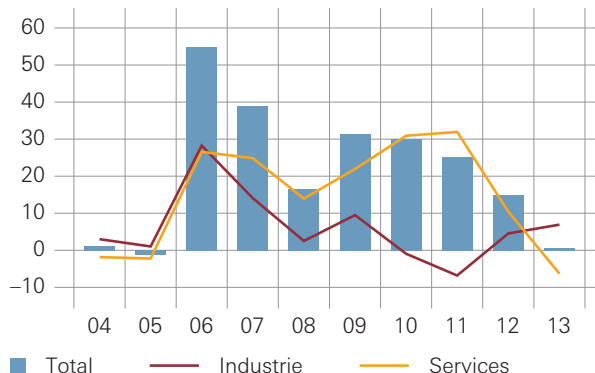
Les entreprises de l'UE ont investi 8 milliards de francs en Suisse, contre 23 milliards en 2012. Une part prépondérante provenait d'investisseurs domiciliés aux Pays-Bas (11 milliards) et au Luxembourg (9 milliards), deux pays accueillant de nombreux holdings. De même, des afflux de fonds non négligeables (6 milliards) ont émané du Royaume-Uni. Par contre, des investisseurs d'Irlande, de Hongrie et d'Autriche ont rapatrié des fonds pour un montant total de 15 milliards de francs de leurs filiales en Suisse². Des flux d'une ampleur identique à ceux de 2012 sont venus des Etats-Unis, soit 8 milliards de francs, un montant équivalent à celui investi par les entreprises de l'UE. En outre, des entreprises d'Asie, d'Afrique et d'Océanie ont placé 1 milliard de francs en Suisse. D'importants retraits

Graphique 6

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Importations de capitaux

En milliards de francs



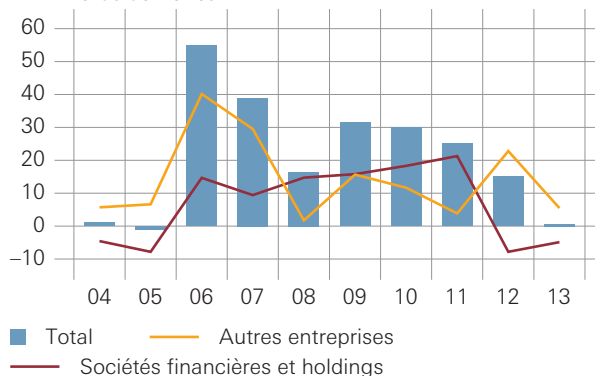
Source: BNS.

Graphique 7

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Importations de capitaux

En milliards de francs



Source: BNS.

de fonds ont de nouveau été effectués par des entreprises du reste de l'Europe, notamment par celles qui ont leur siège dans des centres financiers offshore. Après s'être inscrits à 10 milliards en 2012, ils ont même atteint 12 milliards de francs en 2013. Des entreprises d'Amérique centrale et du Sud ont procédé elles aussi à des rapatriements,

² Vu le nombre réduit d'observations, les données afférentes à l'Irlande et à la Hongrie ne sont pas publiées.

et ce à hauteur de 3 milliards de francs. Dans ces deux derniers cas, les sorties de capitaux ont concerné principalement les crédits au sein de groupes.

STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

En 2013, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse ont augmenté de 13 milliards pour atteindre 688 milliards de francs. Cet accroissement s'explique à raison de 1 milliard de francs seulement par des importations de capitaux et de 12 milliards par des variations de valeur et la prise en compte d'entreprises qui n'avaient jamais été recensées jusque-là. Dans l'industrie, les stocks d'investissements directs étrangers s'élevaient à 99 milliards de francs (+10 milliards); ainsi, la part de ce secteur dans l'ensemble des stocks s'est inscrite à 14%. Le groupe de branches *Chimie et plastique* a enregistré la plus forte progression, puisque les stocks d'investissements directs étrangers ont passé de 40 milliards à 48 milliards de francs.

Dans les services, les sociétés financières et holdings ont affiché la croissance la plus marquée: les stocks d'investissements directs étrangers se sont accrus de 3 milliards pour atteindre 358 milliards de francs, malgré des désinvestissements à concurrence de 5 milliards de francs. Une fois encore, plus de la moitié (52%) de l'ensemble des stocks d'investissements directs étrangers est revenue aux sociétés financières et holdings. Dans le secteur bancaire, les stocks d'investissements directs étrangers ont par contre diminué de 3 milliards pour s'inscrire à 30 milliards de francs; leur part dans l'ensemble des stocks s'est établie à 4%; jamais un niveau aussi bas n'avait été observé auparavant.

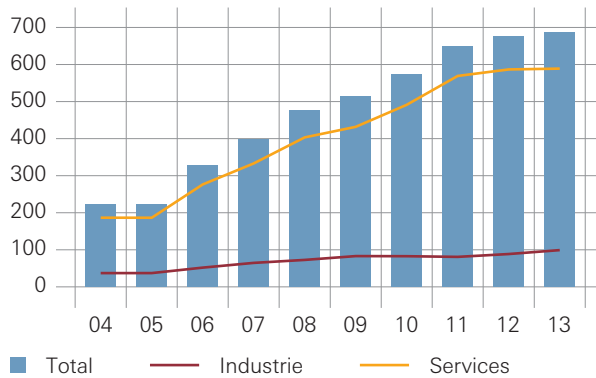
Les investisseurs de l'UE détenaient dans leurs filiales en Suisse 562 milliards de francs (+20 milliards), soit 82% du total des stocks d'investissements directs étrangers. Pour une large part, ce montant revenait à des investisseurs des Pays-Bas, du Luxembourg et d'Autriche, soit de pays abritant des holdings. Leurs stocks d'investissements directs ont augmenté de 32 milliards pour atteindre 394 milliards de francs, ce qui correspond à 57% du total. Les investissements provenant de pays abritant des holdings ont été effectués principalement par des sociétés intermédiaires, elles-mêmes contrôlées par des groupes établis dans des pays tiers. Il en résulte une distorsion de la ventilation par pays. C'est pourquoi la Banque nationale suisse dresse également une ventilation des stocks d'investissements directs étrangers en Suisse selon le pays d'origine de l'investisseur ultime (voir à ce propos le thème spécial, page 17).

Graphique 8

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks d'investissements directs

En milliards de francs



Source: BNS.

REVENUS DE CAPITAUX

Les revenus de capitaux découlant des investissements directs étrangers en Suisse ont porté sur 34 milliards de francs, contre 39 milliards en 2012. Les revenus tirés des sociétés financières et holdings ont passé de 12 milliards à 11 milliards de francs, et ceux des banques ont diminué de 2 milliards, s'établissant à zéro. Dans le groupe de branches *Transports et communications*, les revenus de capitaux se sont inscrits à 1 milliard de francs, retrouvant ainsi leur niveau habituel après avoir atteint un montant exceptionnellement élevé en 2012 (5 milliards). Quant aux revenus issus du groupe de branches *Chimie et plastique*, ils ont progressé de 2 milliards pour totaliser 6 milliards de francs.

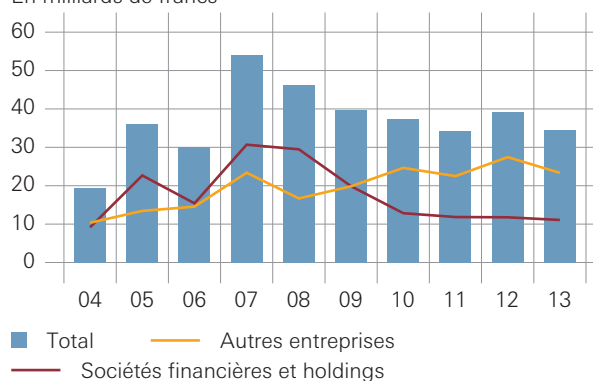
Les revenus de capitaux au titre des investissements directs étrangers en Suisse englobent les revenus qui sont transférés aux maisons mères à l'étranger (dividendes et intérêts nets sur les crédits au sein de groupes) et ceux qui sont réinvestis dans les filiales en Suisse. En 2013, ces composantes ont évolué de manière divergente: les revenus réinvestis ont diminué, passant de 12 milliards à 4 milliards de francs, alors que les dividendes versés aux maisons mères à l'étranger ont augmenté de 3 milliards pour atteindre 30 milliards de francs. Ainsi, une plus grande part des bénéfices réalisés en Suisse a été attribuée à des maisons mères domiciliées à l'étranger.

Graphique 9

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Revenus de capitaux

En milliards de francs



Source: BNS.

EFFECTIFS

La base de données pour la partie ci-après est plus étendue que celle sur laquelle reposent les autres parties de ce rapport. En effet, les effectifs des entreprises en Suisse comptant des investisseurs directs étrangers incluent également les effectifs des entreprises qui n'entrent pas dans la statistique des investissements directs du fait que leurs stocks d'investissements directs sont inférieurs à 10 millions de francs. Les effectifs de ces entreprises sont recensés par la Banque nationale suisse en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique.

Les entreprises appelées à participer aux enquêtes sur les investissements directs étrangers en Suisse employaient 252 000 personnes fin 2013, soit 1 000 de moins qu'un an auparavant. Dans les autres entreprises qui sont établies en Suisse et comptent des investisseurs directs étrangers, les effectifs ont progressé de 1 000 pour atteindre 192 000 personnes. Au total, 444 000 personnes (le même nombre que fin 2012) travaillaient en Suisse dans des entreprises comptant des investisseurs directs étrangers. Ces emplois représentaient 11% de l'ensemble des effectifs en Suisse dans les secteurs de l'industrie et des services³ (4 225 000 personnes fin 2013, contre 4 182 000 personnes un an auparavant).

Dans le secteur des services, les entreprises comptant des investisseurs directs étrangers occupaient 291 000 personnes, soit 4 000 de plus qu'un an auparavant, alors que, dans l'industrie, elles employaient 153 000 personnes, ce qui correspond à une diminution de 3 000 en un an. La plus forte augmentation (+3 000) a été observée dans les entreprises du groupe de branches *Autres services*, comme l'année précédente; les effectifs de ce groupe s'élevaient à 95 000 personnes. Les entreprises du commerce, qui ont enregistré une augmentation de 1 000 personnes, occupaient 112 000 personnes et continuaient à disposer, fin 2013, des effectifs les plus importants de tous les groupes de branches. Une baisse des effectifs a touché avant tout les groupes de branches *Chimie et plastique* (–2 000 pour un total de 27 000 personnes), *Autres industries et construction* (–2 000 pour un total de 34 000 personnes) et *Banques* (–1 000 pour un total de 19 000 personnes). Les investisseurs établis au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Autriche – trois pays abritant des holdings – employaient toujours le nombre le plus élevé de personnes, soit 127 000, dans leurs filiales en Suisse, malgré un repli de 6 000 personnes. Ces investisseurs sont en majeure partie des sociétés intermédiaires de groupes dont les sièges principaux sont situés dans des pays tiers. C'est pourquoi la Banque nationale suisse dresse également une ventilation des effectifs en Suisse selon le critère de l'investisseur ultime (voir à ce propos le thème spécial, page 17).

³ Sources: Registre des entreprises et des établissements REE (Statistique structurelle des entreprises STATENT, Profiling, Profiling Light, Enquête de mise à jour du Registre des entreprises et des établissements ERST) de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, et statistique de l'emploi de l'office de la statistique (Amt für Statistik), Vaduz.

Tableau 2

EFFECTIFS EN SUISSE (EN FIN D'ANNÉE)

En milliers de personnes

	2012	2013	Part en %
Effectifs en Suisse¹	4 182.1	4 224.5	100.0
dont dans des entreprises comptant des investisseurs directs étrangers	443.5	443.8	10.5
dont dans des entreprises entrant dans la statistique des investissements directs	252.8	252.2	6.0
dont dans des entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs ¹	190.8	191.6	4.5

¹ Sources: Registre des entreprises et des établissements REE (Statistique structurelle des entreprises STATENT, Profiling, Profiling Light, Enquête de mise à jour du Registre des entreprises et des établissements ERST) de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, et statistique de l'emploi de l'office de la statistique (Amt für Statistik), Vaduz.

LES INVESTISSEURS DIRECTS SUISSES ET LEURS EFFECTIFS EN SUISSE ET À L'ÉTRANGER

Les entreprises suisses qui investissent à l'étranger sont des employeurs importants également dans notre pays. Fin 2013, 904 000 personnes travaillaient en Suisse pour leur compte (+2,3%), ce qui représente 22% du total des emplois dans les secteurs de l'industrie et des services. Sur ce total, 640 000 personnes étaient employées par des entreprises entrant dans la statistique des investissements directs de la Banque nationale suisse. Le solde, soit 263 000 personnes, travaillait dans des entreprises qui ont des participations à l'étranger, mais qui n'atteignent pas le seuil déterminant pour être incluses dans la statistique des investissements directs. Les données concernant ces entreprises sont recueillies en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Les implantations à l'étranger des entreprises suisses participant à la statistique des investissements directs occupaient 2 966 000 personnes. Le nombre de personnes employées à l'étranger par les entreprises suisses qui ne sont pas prises en considération dans cette statistique n'est pas connu. Ainsi, au moins 3 870 000 personnes au total (+2,1%) travaillaient, en Suisse et à l'étranger, pour les investisseurs directs suisses. La part des effectifs à l'étranger s'élevait de ce fait à 77%.

Par rapport à l'année précédente, les effectifs des investisseurs directs suisses ont augmenté de 20 000 en Suisse et de 59 000 dans les implantations à l'étranger. La hausse observée en Suisse est essentiellement attribuable aux entreprises qui entrent pour la première fois dans cette statistique du fait qu'elles se sont implantées à l'étranger en 2013. Les entreprises en question appartenaient majoritairement au secteur des services (+16 000), et en particulier au groupe Autres services. Les effectifs ont également augmenté dans l'industrie

Tableau 3

EFFECTIFS DES ENTREPRISES SUISSES AYANT DES INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER (EN FIN D'ANNÉE)

En milliers de personnes

	2009	2010	2011	2012	2013	Part dans le total des effectifs en %
Effectifs en Suisse¹	844.8	860.5	861.0	883.2	903.5	23.3
Industrie	332.8	342.2	346.3	352.8	361.5	9.3
Services	512.0	518.3	514.7	530.4	542.0	14.0
Effectifs à l'étranger	2 748.0	2 819.5	2 818.5	2 907.4	2 966.2	76.7
Industrie	1 234.7	1 273.1	1 379.9	1 420.6	1 444.2	37.3
Services	1 513.3	1 546.4	1 438.6	1 486.8	1 522.1	39.3
Total des effectifs	3 592.8	3 680.1	3 679.5	3 790.6	3 869.8	100.0
Industrie	1 567.5	1 615.3	1 726.1	1 773.4	1 805.7	46.7
Services	2 025.3	2 064.7	1 953.4	2 017.2	2 064.1	53.3

¹ Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs. Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique.

(+6 000), où la croissance la plus forte a été enregistrée dans les groupes Electronique, énergie, optique et horlogerie et Autres industries et construction. De plus amples informations sur l'évolution des effectifs à l'étranger sont données à la page 11.

VENTILATION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS EN SUISSE SELON LE PAYS D'ORIGINE DE L'INVESTISSEUR ULTIME

Dans la partie générale du commentaire sur les investissements directs étrangers en Suisse, le pays d'origine de l'investisseur immédiat est déterminant. Or il ne s'agit pas toujours du pays de l'investisseur qui exerce le contrôle ultime. En effet, certains investisseurs immédiats appartiennent à des groupes dont le siège se trouve dans un autre pays (voir graphique 10). Dans ces cas, l'entreprise en Suisse est dirigée, en dernier ressort, par le siège principal du groupe, situé dans le pays A. L'investisseur immédiat, dans le pays B, joue uniquement le rôle de société intermédiaire.

De telles structures de groupe influent fortement sur la répartition géographique des investissements directs étrangers en Suisse. C'est pourquoi la Banque nationale suisse établit également, pour les investissements directs étrangers en Suisse, une répartition géographique en fonction du pays de l'investisseur ultime. Celle-ci fait apparaître le pays dans lequel est établi l'investisseur qui exerce le contrôle ultime de la filiale en Suisse. Il s'agit généralement du pays qui abrite le siège du groupe. Cette répartition est faite uniquement pour les stocks d'investissements directs et les effectifs. Quant aux flux de capitaux, ils ne sont pas recensés selon

le critère de l'investisseur ultime pour ne pas imposer une charge administrative trop lourde aux entreprises appelées à fournir des données.

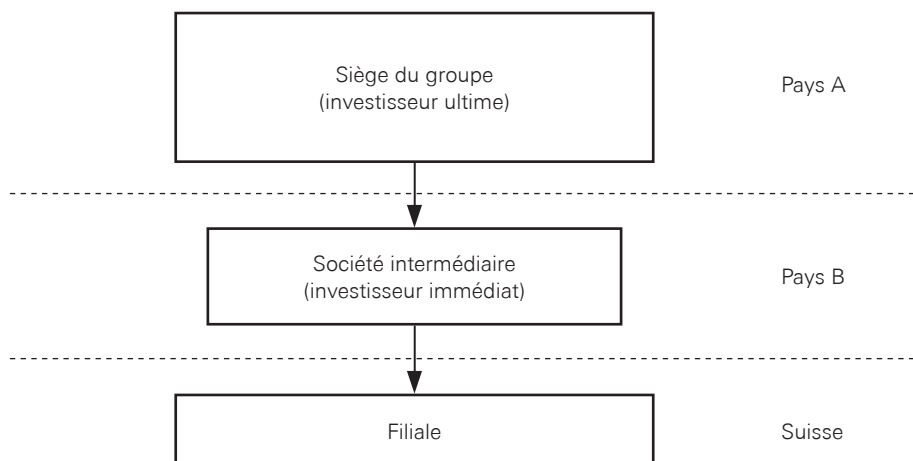
En 2013, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse qui sont détenus via des sociétés intermédiaires domiciliées dans des pays tiers se sont accrus de 10 milliards, passant à 409 milliards de francs. Leur part dans le total des stocks d'investissements directs étrangers s'inscrit à 60%, c'est-à-dire qu'elle est restée inchangée par rapport à 2012 (voir graphique 11). Fin 2004, cette part était de 20% seulement.

Les tableaux 4 et 5 montrent, pour les principaux pays d'origine, les écarts entre l'évaluation selon l'investisseur immédiat et l'évaluation selon l'investisseur ultime pour les stocks d'investissements directs et les effectifs. Dans le cas des Etats-Unis en particulier, les stocks établis selon l'investisseur ultime s'avèrent nettement plus élevés que ceux enregistrés selon l'investisseur immédiat (respectivement 266 milliards et 88 milliards de francs). Cela signifie que les entreprises de ce pays passent généralement par des pays tiers pour investir en Suisse. Le même constat peut être fait pour les investisseurs d'Amérique centrale et du Sud.

Les principaux pays tiers dans lesquels sont domiciliées les sociétés intermédiaires sont les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Autriche. Ainsi, les stocks détenus par des investisseurs luxembourgeois atteignaient 144 milliards de francs selon le critère de l'investisseur immédiat, mais seulement 19 milliards selon le critère de l'investisseur ultime. De même, les stocks détenus par des investisseurs néerlandais atteignaient 190 milliards de francs selon le critère

Graphique 10

DIFFÉRENCE ENTRE L'INVESTISSEUR IMMÉDIAT ET L'INVESTISSEUR ULTIME



de l'investisseur immédiat, contre 53 milliards selon le critère de l'investisseur ultime. L'écart était aussi frappant du côté de l'Autriche: les investisseurs autrichiens détenaient des stocks de 60 milliards de francs selon le critère de l'investisseur immédiat, mais de 10 milliards seulement selon celui de l'investisseur ultime.

La Suisse apparaît aussi comme pays d'origine de l'investisseur ultime dans les tableaux 4 et 5. En effet, certains investisseurs directs domiciliés en Suisse passent par des sociétés intermédiaires sises dans des pays tiers pour détenir des participations dans des entreprises établies en Suisse. Le terme de *round tripping* est couramment utilisé en anglais pour désigner une succession d'opérations de placement à l'issue desquelles les fonds investis se retrouvent à leur point de départ. En 2013, les stocks d'investissements concernés par ces opérations s'élevaient à 41 milliards de francs, contre 47 milliards l'année précédente.

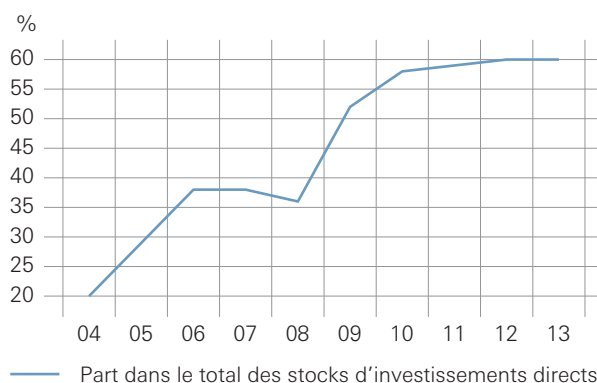
Dans la répartition des effectifs également, on observe des écarts entre les deux approches; les différences ont concerné les mêmes pays que pour les stocks d'investissements, mais elles étaient proportionnellement moins marquées. En particulier pour les pays qui ne font pas partie de l'UE, la répartition selon le critère de l'investisseur ultime a conduit, en 2013, à des chiffres nettement plus élevés que ceux résultant de la répartition selon le critère de l'investisseur immédiat. L'écart le plus important concernait les Etats-Unis (+30 000 personnes). A l'inverse, le nombre de personnes travaillant dans des filiales néerlandaises en Suisse s'est inscrit à 64 000 selon le critère de l'investisseur immédiat et à 17 000 seulement selon celui de l'investisseur ultime. La différence était sensible également dans le cas du Luxembourg: 44 000 personnes selon le critère de l'investisseur immédiat, contre 13 000 selon le critère de l'investisseur ultime.

Les stocks d'investissements directs présentent une évolution très contrastée entre 2004 et 2013 selon le critère retenu (voir graphique 12). En 2004, les stocks d'investissements directs de l'UE étaient de 128 milliards selon le critère de l'investisseur immédiat et de 109 milliards de francs selon celui de l'investisseur ultime. En 2013, ils s'inscrivaient respectivement à 562 milliards (+434 milliards) et à seulement 240 milliards de francs (+131 milliards). Pour les Etats-Unis, l'évolution a été exactement inverse: les stocks d'investissements directs, qui étaient en 2004 de 88 milliards de francs selon le critère de l'investisseur immédiat et de 94 milliards de francs selon celui de l'investisseur ultime, s'établissaient en 2013 toujours à 88 milliards selon le critère de l'investisseur immédiat, mais, selon le critère de l'investisseur ultime, ils avaient augmenté

Graphique 11

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks d'investissements directs détenus par des sociétés intermédiaires domiciliées dans des pays tiers

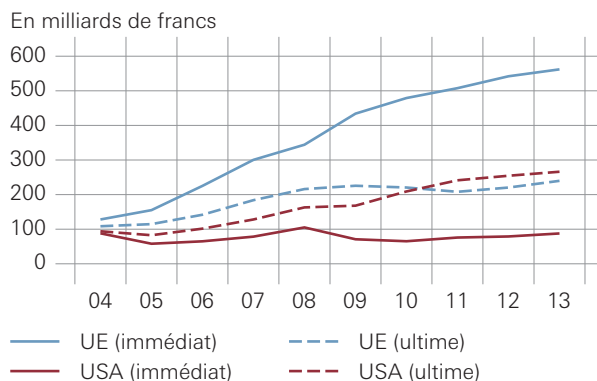


Source: BNS.

Graphique 12

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks d'investissements directs selon le pays d'origine de l'investisseur immédiat ou ultime



Source: BNS.

de 172 milliards pour s'inscrire à 266 milliards de francs.

Il ressort de ces chiffres que, ces dix dernières années, les investisseurs domiciliés aux Etats-Unis n'ont guère placé de fonds directement en Suisse, mais qu'ils ont surtout passé par des intermédiaires établis dans l'UE pour réaliser des investissements. Les stocks d'investissements directs des Etats-Unis selon le critère de l'investisseur ultime (266 milliards de francs) ont nettement dépassé ceux de l'UE (240 milliards).

Tableau 4

**STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE RÉPARTIS SELON LE PAYS D'ORIGINE
DE L'INVESTISSEUR IMMÉDIAT ET DE L'INVESTISSEUR ULTIME (FIN 2013)**

	Répartition selon l'investisseur immédiat		Répartition selon l'investisseur ultime		Ecart En milliards de francs
	En milliards de francs	Part en %	En milliards de francs	Part en %	
Europe	583.0	85%	311.9	45%	-271.1
UE	562.0	82%	239.8	35%	-322.2
Reste de l'Europe	21.0	3%	72.1	10%	51.1
Pays sélectionnés					
Allemagne	25.6	4%	31.9	5%	6.3
France	38.4	6%	43.0	6%	4.6
Luxembourg	144.3	21%	18.6	3%	-125.7
Pays-Bas	190.0	28%	53.3	8%	-136.6
Autriche	59.9	9%	10.3	1%	-49.6
Suisse	.	.	41.3	6%	41.3
Royaume-Uni	21.3	3%	20.5	3%	-0.8
Amérique du Nord	88.1	13%	303.4	44%	215.4
dont Etats-Unis	87.7	13%	266.1	39%	178.4
Amérique centrale et du Sud	6.8	1%	51.8	8%	45.0
Asie, Afrique, Océanie	10.2	1%	20.9	3%	10.7
Ensemble des pays	688.1	100%	688.1	100%	0.0

Tableau 5

**EFFECTIFS RÉPARTIS SELON LE PAYS D'ORIGINE DE L'INVESTISSEUR IMMÉDIAT
ET DE L'INVESTISSEUR ULTIME (FIN 2013)**

	Répartition selon l'investisseur immédiat		Répartition selon l'investisseur ultime		Ecart En milliers de personnes
	En milliers de personnes	Part en %	En milliers de personnes	Part en %	
Europe	365.2	82%	310.7	70%	-54.5
UE	361.5	81%	291.9	66%	-69.6
Reste de l'Europe	3.7	1%	18.8	4%	15.1
Pays sélectionnés					
Allemagne	98.0	22%	109.0	25%	10.9
France	49.2	11%	62.3	14%	13.1
Luxembourg	43.5	10%	12.9	3%	-30.6
Pays-Bas	63.6	14%	16.7	4%	-46.9
Autriche	20.2	5%	15.5	3%	-4.7
Suisse	.	.	4.0	1%	4.0
Royaume-Uni	26.8	6%	28.1	6%	1.3
Amérique du Nord	55.1	12%	88.2	20%	33.2
dont Etats-Unis	54.3	12%	84.7	19%	30.5
Amérique centrale et du Sud	8.5	2%	10.2	2%	1.7
Asie, Afrique, Océanie	15.1	3%	34.7	8%	19.6
Ensemble des pays	443.8	100%	443.8	100%	0.0

NOMBRE D'ENTREPRISES EN SUISSE À PARTICIPATION ÉTRANGÈRE MAJORITAIRE

Fin 2013, quelque 10 600 entreprises en Suisse étaient contrôlées par des investisseurs directs domiciliés à l'étranger (-0,9%). Ce nombre représente environ 2% de l'ensemble des entreprises du pays dans les secteurs de l'industrie et des services.

De ces 10 600 entreprises, quelque 1 800 ont participé à l'enquête de la Banque nationale suisse sur les investissements directs. Les autres entreprises – à peu près 8 800 – n'atteignaient pas le seuil fixé pour la participation à l'enquête; les données qui les concernent sont recueillies par la Banque nationale suisse en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique.

La plupart des entreprises à participation étrangère majoritaire opéraient dans le secteur des services (environ 9 000, soit 83%), en particulier dans les groupes Commerce (33%), Autres services (27%) et Sociétés financières et holdings (17%). Près de deux tiers des investisseurs directs venaient d'Allemagne, des Etats-Unis, de France et du Royaume-Uni.

Les entreprises à participation étrangère majoritaire occupaient en moyenne 42 personnes, contre 9 seulement pour les entreprises en mains suisses (état en 2012). L'écart était particulièrement marqué dans l'industrie; il était plus faible dans les services.

Tableau 6

**NOMBRE D'ENTREPRISES EN SUISSE À PARTICIPATION ÉTRANGÈRE MAJORITAIRE,
SELON LA BRANCHE ET LE SECTEUR (EN FIN D'ANNÉE)¹**

	2011	2012	2013	Part en %
Total	9763	10718	10622	100.0
Services				
dont Commerce	3 184	3 484	3 468	32.6
dont Autres services	2 538	2 911	2 868	27.0
dont Sociétés financières et holdings	1 693	1 826	1 806	17.0
Industrie	1 686	1 797	1 788	16.8

1 Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs. Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique.

Tableau 7

**NOMBRE D'ENTREPRISES EN SUISSE À PARTICIPATION ÉTRANGÈRE MAJORITAIRE,
SELON LE PAYS D'ORIGINE (EN FIN D'ANNÉE)^{1, 2}**

	2011	2012	2013	Part en %
Total	9763	10718	10622	100.0
dont Allemagne	2 455	2 565	2 546	24.0
dont Etats-Unis	1 568	1 643	1 622	15.3
dont France	1 051	1 092	1 128	10.6
dont Royaume-Uni	926	1 159	1 119	10.5

1 Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs. Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique.

2 La répartition par pays est faite selon le critère de l'investisseur ultime.

LA PRÉSENTATION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS SELON LE PRINCIPE DIRECTIONNEL ET SELON LE PRINCIPE DES ACTIFS ET DES PASSIFS

1. INTRODUCTION

Les investissements directs étaient présentés jusque-là selon le principe directionnel (*directional principle*), tant dans leur statistique propre que dans celles de la balance des paiements et de la position extérieure nette. A la suite du passage aux nouvelles normes internationales applicables en matière de statistique¹, ils sont présentés, depuis juin 2014, selon le principe des actifs et des passifs dans la Balance des paiements et dans la Position extérieure nette. Dans la statistique des investissements directs, en revanche, le principe directionnel est maintenu. Les paragraphes suivants expliquent ce qui caractérise ces deux principes et en quoi ils affectent la présentation des données des investissements directs.

2. PRINCIPE DIRECTIONNEL ET PRINCIPE DES ACTIFS ET DES PASSIFS

PRINCIPE DIRECTIONNEL

La présentation selon le principe directionnel fait apparaître la relation hiérarchique entre l'entreprise domiciliée en Suisse et les entreprises domiciliées à l'étranger (voir graphique 13). Sont considérées

comme «investissements directs suisses à l'étranger» toutes les relations financières entre des maisons-mères domiciliées en Suisse (investisseur direct) et leurs filiales domiciliées à l'étranger (entreprises d'investissement direct). Le principe directionnel adopte une approche nette: les investissements directs suisses à l'étranger [T(1)] sont la différence entre les actifs (A1) et les passifs (P1) des maisons-mères domiciliées en Suisse et de leurs filiales à l'étranger.

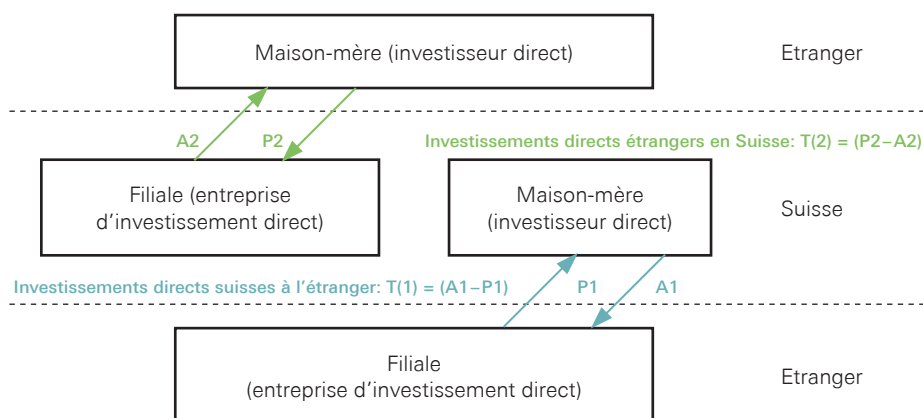
Sont considérées comme «investissements directs étrangers en Suisse» toutes les relations financières entre des maisons-mères domiciliées à l'étranger (investisseur direct) et leurs filiales domiciliées en Suisse (entreprises d'investissement direct). Les investissements directs étrangers en Suisse [T(2)] sont la différence entre les passifs (P2) et les actifs (A2) des filiales domiciliées en Suisse et de leurs maisons-mères domiciliées à l'étranger.

En ce qui concerne la statistique suisse, l'approche nette dans le cadre du principe directionnel n'est pertinente que pour les crédits au sein d'un groupe, seul cas où des volumes importants d'actifs et de passifs se correspondent.

¹ Pour en savoir plus, consulter le communiqué de presse *Balance suisse des paiements et position extérieure: premier trimestre 2014* du 23 juin 2014 (www.snb.ch, Communiqués de presse).

Graphique 13

PRINCIPE DIRECTIONNEL (APPROCHE NETTE)



PRINCIPE DES ACTIFS ET DES PASSIFS

Selon le principe des actifs et des passifs, on distingue les investissements directs entre actifs à l'étranger et passifs envers l'étranger, indépendamment de la relation hiérarchique existant entre les entreprises domiciliées respectivement en Suisse et à l'étranger (voir graphique 14). Le libellé *Investissements directs, actifs financiers* regroupe tous les actifs transfrontières et internes à un groupe pour les entreprises domiciliées en Suisse [$T(A) = A1 + A2$]; le libellé *Investissements directs, passifs* regroupe, lui, tous les passifs transfrontières et internes à un groupe pour ces mêmes entreprises [$T(P) = P1 + P2$]. Le principe des actifs et des passifs correspond donc à une approche brute: il n'y a pas de compensation des actifs et des passifs, contrairement à ce qui se passe avec le principe directionnel.

3. RAISONS JUSTIFIANT L'UTILISATION DE PRINCIPES DIFFÉRENTS

Pour la statistique des investissements directs, la norme applicable recommande de continuer à utiliser le principe directionnel. Centré sur l'engagement financier des maisons-mères dans leurs filiales, le principe directionnel convient mieux pour représenter le sens du contrôle au sein d'entreprises multinationales. Il permet de répondre notamment aux questions de savoir dans quels pays les entreprises suisses investissent ou encore quelles sont les branches économiques en Suisse qui sont le plus contrôlées par des investisseurs étrangers.

Les données sur les investissements directs entrent également dans les statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure nette. Or ces deux statistiques appliquaient jusqu'à maintenant le principe des actifs et des passifs dans toutes les catégories sauf dans celle des investissements directs. Ce principe se fonde sur un équilibre entre actifs et passifs dans les échanges d'une économie avec l'extérieur. Etant donné que la révision des normes applicables en matière de balance des paiements (MBP6) visait une harmonisation avec celles de la comptabilité nationale (CN), les données concernant les investissements directs qui font partie de la balance des paiements et de la position extérieure nette sont présentées, depuis juin 2014, selon le principe des actifs et des passifs.

La section qui suit présente l'application des deux principes respectivement aux stocks d'investissements, aux flux d'investissements et aux revenus de capitaux. A l'avenir, la BNS publiera des tableaux de conversion pour ces données dans son rapport annuel sur les investissements directs.

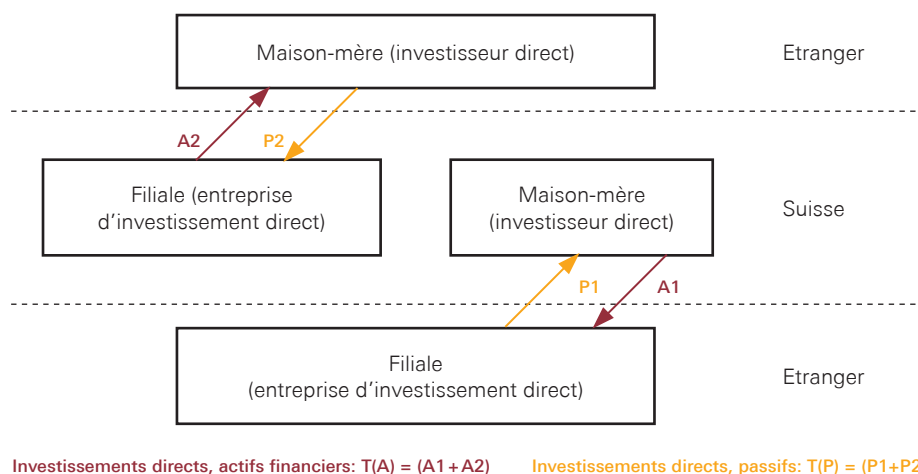
4. APPLICATION DES DEUX PRINCIPES DANS LA STATISTIQUE SUISSE

4.1 STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

Le tableau 8 présente les stocks d'investissements directs fin 2013 selon le principe directionnel, tels qu'ils figurent en page 9 du présent rapport. Les investissements directs suisses à l'étranger [$T(1)$] représentent les relations financières des

Graphique 14

PRINCIPE DES ACTIFS ET DES PASSIFS (APPROCHE BRUTE)



maisons-mères domiciliées en Suisse avec leurs filiales domiciliées à l'étranger². Les stocks d'investissements directs s'élèvent à 1 072,8 milliards de francs, soit la somme du capital social des filiales domiciliées à l'étranger (987,4 milliards de francs, A1a) et des crédits qui leur ont été accordés par leurs maisons-mères (200,2 milliards, A1b), moins les crédits qu'elles ont accordés à ces dernières (114,9 milliards, P1).

$$\begin{aligned} T(1) &= A1 - P1 = A1a + A1b - P1 \\ &= 987,4 \text{ milliards} + 200,2 \text{ milliards} - 114,9 \text{ milliards} \\ &= 1\,072,8 \text{ milliards} \end{aligned}$$

Les investissements directs étrangers en Suisse [T(2)] représentent les relations financières des filiales domiciliées en Suisse avec leurs maisons-mères domiciliées à l'étranger³. Ils s'élèvent à 688,1 milliards de francs, soit la somme du capital social des filiales domiciliées en Suisse (680,1 milliards de francs, P2a) et des crédits

qui leur ont été accordés par leurs maisons-mères domiciliées à l'étranger (124,1 milliards, P2b), moins les crédits que les filiales ont accordés à leurs maisons-mères (116,1 milliards, A2).

$$\begin{aligned} T(2) &= P2 - A2 = P2a + P2b - A2 \\ &= 680,1 \text{ milliards} + 124,1 \text{ milliards} - 116,1 \text{ milliards} \\ &= 688,1 \text{ milliards} \end{aligned}$$

Le solde des investissements directs (S) est égal à la différence entre les investissements directs suisses à l'étranger et les investissements directs étrangers en Suisse. En 2013, il était de 384,7 milliards de francs.

$$\begin{aligned} S &= T(1) - T(2) \\ &= 1\,072,8 \text{ milliards} - 688,1 \text{ milliards} = 384,7 \text{ milliards} \end{aligned}$$

2 Y compris les relations avec des sociétés sœurs domiciliées à l'étranger, si le siège du groupe est en Suisse.

3 Y compris les relations avec des sociétés sœurs domiciliées à l'étranger, si le siège du groupe est à l'étranger.

Tableau 8

INVESTISSEMENTS DIRECTS SELON LE PRINCIPE DIRECTIONNEL: STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

Stocks d'investissements directs fin 2013, en milliards de francs

		Investissements directs suisses à l'étranger	Investissements directs étrangers en Suisse	Solde
		T(1) = A1 - P1	T(2) = P2 - A2	S = T(1) - T(2)
Relations financières des maisons-mères domiciliées en Suisse avec leurs filiales domiciliées à l'étranger				
Capital social détenu par les maisons-mères dans leurs filiales	A1a	987.4	987.4	
Crédits accordés par les maisons-mères à leurs filiales	A1b	200.2	200.2	
Crédits accordés par les filiales à leurs maisons-mères	P1	114.9	-114.9	
Relations financières des filiales domiciliées en Suisse avec leurs maisons-mères domiciliées à l'étranger				
Capital social détenu par les maisons-mères dans leurs filiales	P2a	680.1	680.1	
Crédits accordés par les maisons-mères à leurs filiales	P2b	124.1	124.1	
Crédits accordés par les filiales à leurs maisons-mères	A2	116.1	-116.1	
Total		1 072.8	688.1	384.7

Le tableau 9 présente les stocks d'investissements directs fin 2013 selon le principe des actifs et des passifs. Les investissements directs, actifs financiers [T(A)] s'élèvent à 1 303,8 milliards de francs et sont la somme du capital social des filiales domiciliées à l'étranger (987,4 milliards, A1a), des crédits qui leur ont été accordés par leurs maisons-mères domiciliées en Suisse (200,2 milliards, A1b) et des crédits que les filiales domiciliées en Suisse ont accordés à leurs maisons-mères domiciliées à l'étranger (116,1 milliards, A2).

$$\begin{aligned} T(A) &= A1 + A2 = A1a + A1b + A2 \\ &= 987,4 \text{ milliards} + 200,2 \text{ milliards} + 116,1 \text{ milliards} \\ &= 1\,303,8 \text{ milliards} \end{aligned}$$

Les investissements directs, passifs [T(P)] s'élèvent à 919 milliards de francs et sont la somme du capital social des filiales domiciliées en Suisse (680,1 milliards, P2a), des crédits qui leur ont été accordés par leurs maisons-mères domiciliées à l'étranger (124,1 milliards, P2b) et des crédits que les filiales domiciliées à l'étranger ont accordés à leurs maisons-mères domiciliées en Suisse (114,9 milliards, P1).

$$\begin{aligned} T(P) &= P1 + P2 = P1 + P2a + P2b \\ &= 114,9 \text{ milliards} + 680,1 \text{ milliards} + 124,1 \text{ milliards} \\ &= 919 \text{ milliards} \end{aligned}$$

Le solde des investissements directs est la différence entre actifs et passifs, et s'élève, comme dans le principe directionnel, à 384,7 milliards de francs.

$$\begin{aligned} S &= T(A) - T(P) = (A1 + A2) - (P1 + P2) \\ &= (A1 - P1) - (P2 - A2) = 1\,303,8 \text{ milliards} - 919 \text{ milliards} \\ &= 384,7 \text{ milliards} \end{aligned}$$

Tableau 9

INVESTISSEMENTS DIRECTS SELON LE PRINCIPE DES ACTIFS ET DES PASSIFS: STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

Stocks d'investissements directs fin 2013, en milliards de francs

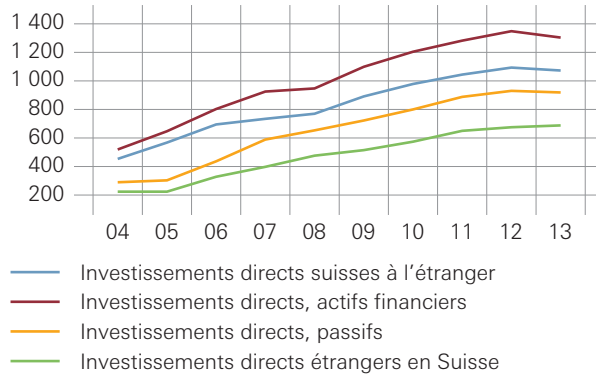
		Investissements directs, actifs financiers	Investissements directs, passifs	Solde
		T(A) = A1 + A2	T(P) = P1 + P2	S = T(A) - T(P)
Relations financières des maisons-mères domiciliées en Suisse avec leurs filiales domiciliées à l'étranger				
Capital social détenu par les maisons-mères dans leurs filiales	A1a	987.4	987.4	
Crédits accordés par les maisons-mères à leurs filiales	A1b	200.2	200.2	
Crédits accordés par les filiales à leurs maisons-mères	P1	114.9	114.9	
Relations financières des filiales domiciliées en Suisse avec leurs maisons-mères domiciliées à l'étranger				
Capital social détenu par les maisons-mères dans leurs filiales	P2a	680.1	680.1	
Crédits accordés par les maisons-mères à leurs filiales	P2b	124.1	124.1	
Crédits accordés par les filiales à leurs maisons-mères	A2	116.1	116.1	
Total		1 303.8	919.0	384.7

Le graphique 15 montre que la valeur des stocks d'investissements directs calculée selon le principe des actifs et des passifs (approche brute) est toujours largement supérieure à celle obtenue avec le principe directionnel (approche nette). Il en découle que les stocks d'investissements directs recensés dans la statistique de la position extérieure nette sont supérieurs à ceux de la statistique des investissements directs. L'écart s'est accru entre 2004 et 2013, traduisant l'évolution des crédits accordés au sein de groupes.

Graphique 15

STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS SELON LES DEUX PRINCIPES

En milliards de francs



Source: BNS.

4.2 FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

Le tableau 10 présente les flux d'investissements directs fin 2013 selon le principe directionnel, tels qu'ils figurent en page 8 du présent rapport. Les investissements directs suisses à l'étranger [T(1)] représentent les flux financiers entre les maisons-mères domiciliées en Suisse et leurs filiales domiciliées à l'étranger⁴. En 2013, les flux d'investissements directs se sont élevés au total à 31,5 milliards de francs et comprenaient les investissements en capital social (10,2 milliards, A1a), les bénéfices réinvestis (8,5 milliards, A1b) et le solde des crédits accordés entre maisons-mères domiciliées en Suisse et filiales domiciliées à l'étranger (12,8 milliards, A1c-P1). Les maisons-mères domiciliées en Suisse ont réduit l'encours de leurs dettes vis-à-vis de leurs filiales domiciliées à l'étranger (P1) de 13,4 milliards de francs, et le volume des crédits qu'elles leur ont accordés (A1c), de 0,6 milliard.

$$T(1) = A1 - P1 = A1a + A1b + A1c - P1$$

$$= 10,2 \text{ milliards} + 8,5 \text{ milliards} + (-0,6 \text{ milliard}) - (-13,4 \text{ milliards})$$

$$= 31,5 \text{ milliards}$$

Les investissements directs étrangers en Suisse [T(2)] représentent les flux financiers entre les filiales domiciliées en Suisse et leurs maisons-mères domiciliées à l'étranger⁵. En 2013, les flux d'investissements directs se sont élevés à 0,6 milliard de francs et comprenaient les investissements des maisons-mères domiciliées à l'étranger en capital social (7,9 milliards, P2a), les bénéfices réinvestis (4,1 milliards, P2b) et le solde des crédits accordés entre maisons-mères domiciliées à l'étranger et filiales domiciliées en Suisse (-11,4 milliards, P2c-A2). Les filiales domiciliées en Suisse ont réduit l'encours de leurs dettes vis-à-vis de leurs maisons-mères domiciliées à l'étranger (P2c) de 20 milliards de francs, et le volume des crédits qu'elles leur ont accordés (A2), de 8,6 milliards.

$$T(2) = P2 - A2 = P2a + P2b + P2c - A2$$

$$= 7,9 \text{ milliards} + 4,1 \text{ milliards} + (-20 \text{ milliards}) - (-8,6 \text{ milliards})$$

$$= 0,6 \text{ milliard}$$

4 Y compris les relations avec des sociétés sœurs domiciliées à l'étranger, si le siège du groupe est en Suisse.

5 Y compris les relations avec des sociétés sœurs domiciliées à l'étranger, si le siège du groupe est à l'étranger.

Tableau 10

INVESTISSEMENTS DIRECTS SELON LE PRINCIPE DIRECTIONNEL: FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

Flux d'investissements directs (2013), en milliards de francs

		Investissements directs suisses à l'étranger T(1) = A1 - P1	Investissements directs étrangers en Suisse T(2) = P2 - A2	Solde S = T(1) - (2)
Relations financières des maisons-mères domiciliées en Suisse avec leurs filiales domiciliées à l'étranger				
Capital social détenu par les maisons-mères dans leurs filiales	A1a	10.2	10.2	
Bénéfices réinvestis des filiales	A1b	8.5	8.5	
Crédits accordés par les maisons-mères à leurs filiales	A1c	-0.6	-0.6	
Crédits accordés par les filiales à leurs maisons-mères	P1	-13.4	13.4	
Relations financières des filiales domiciliées en Suisse avec leurs maisons-mères domiciliées à l'étranger				
Capital social détenu par les maisons-mères dans leurs filiales	P2a	7.9	7.9	
Bénéfices réinvestis des filiales	P2b	4.1	4.1	
Crédits accordés par les maisons-mères à leurs filiales	P2c	-20.0	-20.0	
Crédits accordés par les filiales à leurs maisons-mères	A2	-8.6	8.6	
Total		31.5	0.6	30.9

Le solde, qui est la différence entre les flux d'investissements directs suisses à l'étranger et les flux d'investissement directs étrangers en Suisse, était donc le suivant:

$$S = T(1) - T(2) = (A1 - P1) - (P2 - A2) \\ = 31,5 \text{ milliards} - 0,6 \text{ milliard} = 30,9 \text{ milliards}$$

Le tableau 11 présente les flux d'investissements directs en 2013 selon le principe des actifs et des passifs. L'acquisition nette d'actifs financiers [T(A)] s'est élevée à 9,5 milliards de francs. Elle regroupe les investissements effectués par des maisons-mères domiciliées en Suisse dans le capital social de filiales domiciliées à l'étranger (10,2 milliards, A1a), les bénéfices réinvestis (8,5 milliards, A1b) et les flux résultant des crédits à l'actif (A1c+A2). Ces derniers correspondaient en 2013 à la réduction des crédits accordés respectivement à des filiales domiciliées à l'étranger (-0,6 milliard, A1c) et à des maisons-mères domiciliées à l'étranger (-8,6 milliards, A2).

$$T(A) = A1 + A2 = A1a + A1b + A1c + A2 \\ = 10,2 \text{ milliards} + 8,5 \text{ milliards} + (-0,6 \text{ milliard}) + (-8,6 \text{ milliards}) \\ = 9,5 \text{ milliards}$$

L'accroissement net des passifs [T(P)] s'est élevé à -21,4 milliards de francs, c'est-à-dire qu'il y a eu un recul net des passifs. Ce libellé regroupe les investissements effectués par les maisons-mères domiciliées à l'étranger dans le capital social de filiales domiciliées en Suisse (7,9 milliards, P2a), les bénéfices réinvestis (4,1 milliards, P2b) et les flux résultant des crédits au passif (P1+P2c). Ces derniers correspondaient en 2013 à la réduction des crédits accordés respectivement par des filiales domiciliées à l'étranger (-13,4 milliards, P1) et par des maisons-mères domiciliées à l'étranger (-20 milliards, P2c).

$$T(P) = P1 + P2 = P1 + P2a + P2b + P2c \\ = (-13,4 \text{ milliards}) + 7,9 \text{ milliards} + 4,1 \text{ milliards} + (-20 \text{ milliards}) \\ = -21,4 \text{ milliards}$$

Le solde calculé selon le principe des actifs et des passifs, qui est égal à la différence entre acquisition nette d'actifs financiers et accroissement net des passifs, est identique à celui obtenu selon le principe directionnel:

$$S = T(A) - T(P) = (A1 + A2) - (P1 + P2) = (A1 - P1) - (P2 - A2) \\ = 9,5 \text{ milliards} - (-21,4 \text{ milliards}) = 30,9 \text{ milliards}$$

Tableau 11

INVESTISSEMENTS DIRECTS SELON LE PRINCIPE DES ACTIFS ET DES PASSIFS: FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

Flux d'investissements directs (2013), en milliards de francs

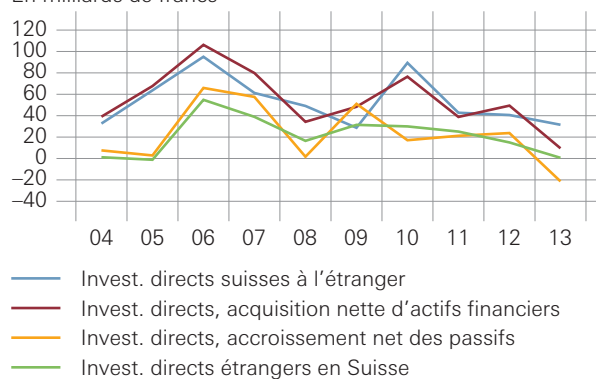
		Investissements directs, actifs financiers	Investissements directs, passifs	Solde
		T(A) = A1 + A2	T(P) = P1 + P2	S = T(A) - T(P)
Relations financières des maisons-mères domiciliées en Suisse avec leurs filiales domiciliées à l'étranger				
Capital social détenu par les maisons-mères dans leurs filiales	A1a	10.2	10.2	
Bénéfices réinvestis des filiales	A1b	8.5	8.5	
Crédits accordés par les maisons-mères à leurs filiales	A1c	-0.6	-0.6	
Crédits accordés par les filiales à leurs maisons-mères	P1		-13.4	
Relations financières des filiales domiciliées en Suisse avec leurs maisons-mères domiciliées à l'étranger				
Capital social détenu par les maisons-mères dans leurs filiales	P2a		7.9	
Bénéfices réinvestis des filiales	P2b		4.1	
Crédits accordés par les maisons-mères à leurs filiales	P2c		-20.0	
Crédits accordés par les filiales à leurs maisons-mères	A2	-8.6		
Total		9.5	-21.4	30.9

Le graphique 16 montre que les valeurs des flux d'investissements sont le plus souvent analogues, quel que soit celui des deux principes utilisé. C'est l'évolution des crédits qui est déterminante ici: en cas de croissance des crédits, le principe des actifs et des passifs fera apparaître des valeurs plus élevées que le principe directionnel; si les crédits reculent (cas de 2013), les flux seront plus élevés selon le principe directionnel.

Graphique 16

FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS SELON LES DEUX PRINCIPES

En milliards de francs



Source: BNS.

4.3 REVENUS DE CAPITAUX

Le tableau 12 présente les revenus de capitaux en 2013 selon le principe directionnel, tels qu'ils figurent en page 10 du présent rapport. Les revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger [T(1)] représentent les revenus réalisés par les maisons-mères domiciliées en Suisse avec leurs filiales domiciliées à l'étranger⁶. En 2013, ils s'élevaient à 57,1 milliards de francs et comprenaient les dividendes (45,2 milliards, A1a), les bénéfices réinvestis (8,5 milliards, A1b) et le solde des crédits au sein de groupes (A1c-P1). Ce dernier correspond à la différence entre les rentrées d'intérêts découlant des crédits accordés aux filiales domiciliées à l'étranger (5,7 milliards, A1c) et les charges d'intérêts résultant des crédits accordés par les filiales domiciliées à l'étranger (2,4 milliards, P1).

$$T(1) = A1a + A1b + A1c - P1$$

$$= 45,2 \text{ milliards} + 8,5 \text{ milliards} + 5,7 \text{ milliards} + (-2,4 \text{ milliards})$$

$$= 57,1 \text{ milliards}$$

Les revenus tirés des investissements directs étrangers en Suisse [T(2)] représentent les revenus réalisés par les maisons-mères domiciliées à l'étranger avec leurs filiales domiciliées en Suisse⁷. En 2013, ils s'élevaient à 34,4 milliards de francs et comprenaient les dividendes (30,2 milliards, P2a), les bénéfices réinvestis (4,1 milliards, P2b) et le solde des crédits au sein de groupes (P2c-A2). Ce dernier correspond à la différence entre les charges d'intérêts résultant des crédits accordés par les maisons-mères domiciliées à l'étranger (3 milliards, P2c) et les rentrées d'intérêts découlant des crédits accordés aux maisons-mères domiciliées à l'étranger (2,8 milliards, A2).

$$T(2) = P2a + P2b + P2c - A2$$

$$= 30,2 \text{ milliards} + 4,1 \text{ milliards} + 3 \text{ milliards} - 2,8 \text{ milliards}$$

$$= 34,4 \text{ milliards}$$

6 Y compris avec des sociétés sœurs domiciliées à l'étranger, si le siège du groupe est en Suisse.

7 Y compris avec des sociétés sœurs domiciliées à l'étranger, si le siège du groupe est à l'étranger.

Tableau 12

INVESTISSEMENTS DIRECTS SELON LE PRINCIPE DIRECTIONNEL: REVENUS DE CAPITAUX

Revenus de capitaux (2013), en milliards de francs

		Investissements directs suisses à l'étranger	Investissements directs étrangers en Suisse	Solde
		T(1) = A1 - P1	T(2) = P2 - A2	S = T(1) - T(2)
Relations financières des maisons-mères domiciliées en Suisse avec leurs filiales domiciliées à l'étranger				
Dividendes versés aux maisons-mères	A1a	45.2	45.2	
Bénéfices réinvestis des filiales	A1b	8.5	8.5	
Intérêts découlant des crédits accordés par les maisons-mères à leurs filiales	A1c	5.7	5.7	
Intérêts découlant des crédits accordés par les filiales à leurs maisons-mères	P1	2.4	-2.4	
Relations financières des filiales domiciliées en Suisse avec leurs maisons-mères domiciliées à l'étranger				
Dividendes versés aux maisons-mères	P2a	30.2	30.2	
Bénéfices réinvestis des filiales	P2b	4.1	4.1	
Intérêts découlant des crédits accordés par les maisons-mères à leurs filiales	P2c	3.0	3.0	
Intérêts découlant des crédits accordés par les filiales à leurs maisons-mères	A2	2.8	-2.8	
Total		57.1	34.4	22.7

Le solde, qui est la différence entre les revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger et les revenus tirés des investissements directs étrangers en Suisse, était le suivant:

$$S = T(1) - T(2)$$

$$= 57,1 \text{ milliards} - 34,4 \text{ milliards} = 22,7 \text{ milliards}$$

Le tableau 13 présente les revenus de capitaux en 2013 selon le principe des actifs et des passifs. En 2013, les revenus de capitaux résultant des investissements directs à l'actif [recettes T(A)] s'élevaient à 62,3 milliards de francs et comprenaient les dividendes (45,2 milliards, A1a), les bénéfices réinvestis (8,5 milliards, A1b) et les recettes des crédits au sein de groupes (A1c+A2). Celles-ci correspondent à la somme des rentrées d'intérêts découlant des crédits accordés aux filiales domiciliées à l'étranger (5,7 milliards, A1c) et de ceux accordés aux maisons-mères domiciliées à l'étranger (2,8 milliards, A2).

$$T(A) = A1a + A1b + A1c + A2$$

$$= 45,2 \text{ milliards} + 8,5 \text{ milliards} + 5,7 \text{ milliards} + 2,8 \text{ milliards}$$

$$= 62,3 \text{ milliards}$$

En 2013, les revenus de capitaux résultant des investissements directs au passif [dépenses T(P)] s'élevaient à 39,7 milliards de francs et comprenaient les dividendes (30,2 milliards, P2a), les bénéfices réinvestis (4,1 milliards, P2b) et les dépenses résultant des crédits au sein de groupes (P1+P2c). Celles-ci correspondent à la somme des charges d'intérêts résultant des crédits accordés par les maisons-mères domiciliées à l'étranger (3 milliards, P2c) et de ceux accordés par les filiales domiciliées à l'étranger (2,4 milliards, P1).

$$T(P) = P1 + P2a + P2b + P2c$$

$$= 2,4 \text{ milliards} + 30,2 \text{ milliards} + 4,1 \text{ milliards} + 3 \text{ milliards}$$

$$= 39,7 \text{ milliards}$$

Le solde calculé selon le principe des actifs et des passifs est identique à celui obtenu selon le principe directionnel:

$$S = T(A) - T(P) = (A1 + A2) - (P1 + P2) = (A1 - P1) - (P2 - A2)$$

$$= 62,3 \text{ milliards} - 39,7 \text{ milliards} = 22,7 \text{ milliards}$$

Tableau 13

INVESTISSEMENTS DIRECTS SELON LE PRINCIPE DES ACTIFS ET DES PASSIFS: REVENUS DE CAPITAUX

Revenus de capitaux (2013), en milliards de francs

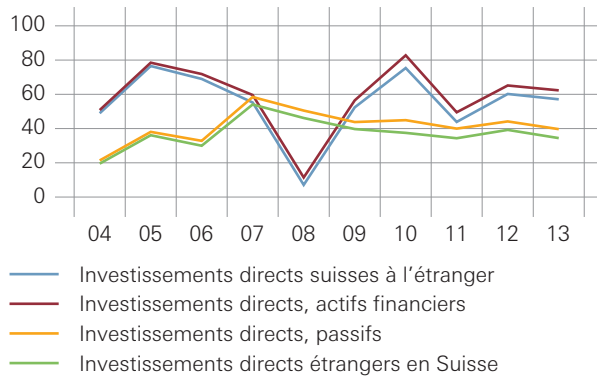
		Investissements directs, actifs financiers	Investissements directs, passifs	Solde
		T(A) = A1 + A2	T(P) = P1 + P2	S = T(A) - T(P)
Relations financières des maisons-mères domiciliées en Suisse avec leurs filiales domiciliées à l'étranger				
Dividendes versés aux maisons-mères	A1a	45.2	45.2	
Bénéfices réinvestis des filiales	A1b	8.5	8.5	
Intérêts découlant des crédits accordés par les maisons-mères à leurs filiales	A1c	5.7	5.7	
Intérêts découlant des crédits accordés par les filiales à leurs maisons-mères	P1	2.4	2.4	
Relations financières des filiales domiciliées en Suisse avec leurs maisons-mères domiciliées à l'étranger				
Dividendes versés aux maisons-mères	P2a	30.2	30.2	
Bénéfices réinvestis des filiales	P2b	4.1	4.1	
Intérêts découlant des crédits accordés par les maisons-mères à leurs filiales	P2c	3.0	3.0	
Intérêts découlant des crédits accordés par les filiales à leurs maisons-mères	A2	2.8	2.8	
Total		62.3	39.7	22.7

Le graphique 17 montre que la valeur des revenus de capitaux calculée selon le principe des actifs et des passifs (approche brute) est toujours supérieure à celle obtenue avec le principe directionnel (approche nette). Les courbes évoluent de manière largement parallèle, car les charges d'intérêts résultant des crédits accordés aux filiales domiciliées à l'étranger (P1) et les rentrées d'intérêts découlant des crédits accordés aux maisons-mères domiciliées à l'étranger (A2) constituent une part relativement faible des revenus de capitaux.

Graphique 17

REVENUS DE CAPITAUX SELON LES DEUX PRINCIPES

En milliards de francs



Source: BNS.

PERSPECTIVES: ADAPTATION DE LA STATISTIQUE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS AUX NOUVELLES NORMES INTERNATIONALES

L'adoption de nouvelles normes internationales en matière de statistiques¹ a incité la Banque nationale à remanier la statistique des investissements directs. Ce remaniement est en harmonie avec les adaptations déjà apportées à la balance des paiements et à la position extérieure nette. Les données entrant dans la statistique des investissements directs proviennent dorénavant des enquêtes révisées sur les relations financières des entreprises avec l'étranger, enquêtes qui ont été introduites en 2014 ou le seront en 2015. La statistique remaniée sera publiée pour la première fois en décembre 2015 (données pour l'année 2014).

Les modifications ci-après ont été apportées:

- Une nouvelle méthode a été adoptée pour la ventilation par pays des stocks d'investissements dans les investissements directs à l'étranger. A l'avenir, les stocks d'investissements seront uniquement ventilés en fonction du pays de la filiale immédiate pour la Suisse. Jusqu'ici, dans le cas d'une chaîne de participations impliquant plusieurs pays, ils étaient ventilés en fonction de chacun des pays où se trouve effectivement une filiale. Ce changement permettra une meilleure comparaison entre les stocks d'investissements directs et les flux, auxquels on appliquait déjà le principe de la filiale immédiate. De plus, il augmentera la comparabilité avec les statistiques étrangères.
- Les effectifs dans les filiales suisses à l'étranger continueront à englober non seulement les filiales directes, mais aussi les filiales indirectes. Ils seront toutefois adaptés à la méthodologie² utilisée au niveau international: à l'avenir, seuls les effectifs de filiales à participation étrangère majoritaire seront pris en considération. Autre différence par rapport à la pratique actuelle: dorénavant, on indiquera le total des effectifs, et non plus la part correspondant aux effectifs pondérés en fonction de la participation.
- Tant les investissements de sociétés-mères domiciliées à l'étranger dans des entités à vocation spéciale (EVS) domiciliées en Suisse que les investissements à l'étranger de ces EVS constitueront désormais une sous-position des investissements directs. Les EVS sont des entreprises d'investissements directs exerçant des activités particulières, notamment en vue du financement de groupes ou de l'optimisation fiscale et n'ayant pas d'effectifs dans le pays où elles sont domiciliées.
- Les groupes de branches demeurent inchangés; toutefois, ils suivront non plus la classification de la NOGA 2002 (Nomenclature générale des activités économiques), mais celle de la NOGA 2008. Il en résultera certains transferts entre les groupes de branches.
- A l'avenir, les crédits entre sociétés sœurs seront indiqués séparément. Jusqu'ici, ils figuraient avec les autres crédits au sein de groupes.
- Le calcul du bénéfice se basera sur le concept de résultat opérationnel, qui exclut notamment les gains et les pertes extraordinaires. Jusque-là, aucune ligne directrice n'avait été fixée dans ce domaine.
- Dorénavant, les crédits au sein de groupes et les titres de créance des assurances entreront dans les investissements directs. Cette position n'avait jamais été recensée auparavant. Les crédits accordés par des banques et des sociétés financières au sein de leur groupe restent exclus des investissements directs.
- Les prêts assimilables à des fonds propres accordés à des filiales passent du capital social aux crédits.
- Les versements de dividendes exceptionnels (superdividendes), qui étaient comptabilisés comme revenus de capitaux, le seront désormais en tant que retraits de capital social.
- Les contributions en vue d'un assainissement seront dorénavant indiquées comme accroissements du capital social, et non plus comptabilisées à la fois comme dividende négatif et comme réinvestissements de bénéfices positifs.

1 Sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale du FMI* (MBP6) et quatrième édition du *Manuel de l'OCDE sur la statistique des investissements directs – BMD4*.

2 Eurostat, *Foreign Affiliates Statistics (FATS) Recommendations Manual*, 2012 Edition.

MODIFICATIONS PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

–

FONDEMENTS MÉTHODOLOGIQUES ET STATISTIQUES

DÉFINITION

Les investissements directs sont destinés à exercer une influence directe et durable sur l'activité d'une entreprise à l'étranger. Il y a investissement direct à l'étranger quand un investisseur participe à hauteur d'au moins 10% au capital (avec droit de vote) d'une entreprise sise à l'étranger ou fonde une filiale ou une succursale à l'étranger. La statistique suisse des investissements directs repose sur les directives du FMI (Manuel de la balance des paiements, 5^e édition) et de l'OCDE (Définition de référence de l'OCDE pour les investissements directs internationaux, 3^e édition).

ENQUÊTE

La Banque nationale suisse recueille chaque année et chaque trimestre des données sur les participations transfrontières, c'est-à-dire sur les investissements directs suisses à l'étranger et sur les investissements directs étrangers en Suisse. Ces enquêtes portent sur la situation en fin d'année et en fin de trimestre. Environ 1 100 entreprises ou groupes établis en Suisse et dans la Principauté de Liechtenstein participent à l'enquête annuelle. Des données sont recueillies auprès des entreprises dont les stocks d'investissements directs dépassent 10 millions de francs.

OBJET DE L'ENQUÊTE

L'enquête annuelle porte sur les stocks d'investissements directs (capital social et crédits au sein de groupes), sur les flux financiers enregistrés au cours de l'année en rapport avec les participations aux fonds propres (fondations, acquisitions, ventes, augmentations de capital, etc.) et les crédits au sein de groupes ainsi que sur les bénéfices réinvestis. Ces derniers représentent la part du résultat d'exploitation qui n'est pas distribuée. Ils permettent à l'investisseur direct de renforcer sa position sans avoir à effectuer des exportations de capitaux proprement dites. En outre, des données sont

demandées aux entreprises sur leurs effectifs en Suisse ainsi que dans les filiales et succursales à l'étranger. Les données sur les effectifs en Suisse dans les filiales qui sont en mains étrangères mais n'entrent pas dans les enquêtes de la Banque nationale suisse sur les investissements directs proviennent de l'Office fédéral de la statistique.

Les données sur les revenus transférés proviennent de l'enquête trimestrielle sur les investissements directs. Elles tiennent compte non seulement des revenus transférés qui sont tirés des capitaux d'investissements directs à l'étranger (dividendes), mais aussi du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes. Les contributions versées par les investisseurs directs en vue d'assainissements ainsi que les impôts à la source non récupérables sont portés en déduction.

ÉVALUATION DES STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS EN FIN D'ANNÉE

Les montants en fin d'année reposent sur des valeurs comptables, qui sont en général inférieures aux valeurs de marché.

RAPPORT ENTRE LA VARIATION DES STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ET LES FLUX DE CAPITAUX

Bien que les flux de capitaux se répercutent sur les stocks d'investissements directs, on ne peut, à partir d'une variation des stocks, tirer des conclusions immédiates en ce qui concerne les flux de capitaux et inversement. Les variations des stocks proviennent en effet aussi de facteurs qui n'apparaissent pas dans les flux de capitaux. Ainsi, les stocks peuvent varier à la suite de l'évolution des cours de change, d'une modification dans la méthode comptable (adaptation aux normes comptables internationales, par exemple), etc. Lors d'une acquisition, le *goodwill* (différence entre le prix d'achat et la valeur comptable de l'entreprise) conduit à des flux de capitaux qui peuvent être supérieurs à l'augmentation des stocks d'investissements directs. D'un autre côté, les acquisitions qui sont financées à l'étranger ne donnent pas lieu à des sorties de capitaux de Suisse. En outre, des écarts peuvent découler de la prise en compte, dans la statistique, d'entreprises nouvelles (extension du cercle des entreprises appelées à fournir des données) si celles-ci avaient

déjà procédé à des investissements directs. Dans un tel cas, la statistique n'indique aucun flux expliquant l'accroissement des stocks d'investissements directs.

Enfin, d'autres écarts peuvent être dus à la répartition géographique des flux de capitaux et des stocks d'investissements directs. Les flux de capitaux sont toujours ventilés en fonction du pays de la filiale immédiate pour la Suisse, alors que les stocks d'investissements le sont en fonction du pays de la filiale ultime. Dans le cas de participations croisées où interviennent plusieurs pays étrangers, il est par conséquent possible que des sorties de capitaux ne soient pas attribuées au pays enregistrant la variation correspondante des stocks d'investissements directs.

EFFECTIFS

Sont considérées comme faisant partie du personnel toutes les personnes travaillant au moins 6 heures par semaine, y compris les apprentis, les auxiliaires et les personnes du service externe. Les données proviennent de la Banque nationale suisse et de l'Office fédéral de la statistique. Dans les enquêtes de la Banque nationale suisse, les effectifs sont recensés dans toutes les participations, qu'elles soient majoritaires ou minoritaires. Ils sont indiqués au prorata de la part du capital qui est détenue par l'investisseur direct. Par contre, les données recueillies par l'Office fédéral de la statistique ne portent que sur les effectifs des entreprises majoritairement en mains d'investisseurs étrangers; elles ne sont pas établies en fonction de la part du capital qui est détenue par l'investisseur étranger.

RÉPARTITION PAR PAYS

Dans les investissements directs suisses à l'étranger, on indique autant que possible le pays de l'investisseur *ultime* (*ultimate beneficial owner*). Dans la pratique toutefois, ce principe ne peut être suivi dans chaque cas. Les investissements directs étrangers en Suisse sont publiés selon une répartition faite en fonction du pays de l'investisseur *immédiat*. En outre, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse et les effectifs dans les entreprises étrangères en Suisse sont répartis également selon le pays de l'investisseur *ultime*.

RÉPARTITION PAR BRANCHES

La répartition par branches est faite selon l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Depuis 2004, elle se base sur la NOGA 2002 (Nomenclature générale des activités économiques). Auparavant, elle reposait sur l'ancienne Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE). Dans le cadre de la présente publication, les branches ont été regroupées pour former des unités plus grandes. Les groupes de branches ainsi constitués sont définis à la page suivante.

FONDEMENTS JURIDIQUES

Les enquêtes sur les investissements directs reposent sur la loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale) et sur l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale suisse (OBN). En vertu de l'annexe à l'OBN, les personnes morales et les sociétés sont tenues de fournir des données si leurs investissements directs à l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête ou si les investisseurs étrangers détiennent plus de 10 millions dans leur capital.

DÉFINITION DES GROUPES DE BRANCHES¹

Textile et habillement	17: Industrie textile; 18: Industrie de l'habillement; 19: Industrie du cuir et d'articles en cuir
Chimie et plastique	23: Cokéfaction; raffinage de pétrole; traitement de combustibles nucléaires; 24: Industrie chimique; 25: Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques
Métallurgie et machines	27: Métallurgie; 28: Travail des métaux; 29: Fabrication de machines et d'équipements; 30: Fabrication de machines de bureau, d'appareils pour le traitement des données et d'équipements informatiques; 34: Industrie automobile; 35: Fabrication d'autres moyens de transport
Electronique, énergie, optique et horlogerie	31: Fabrication d'appareils électriques pour la production, la distribution de l'électricité et d'autres activités similaires; 32: Fabrication d'équipements de radio, de télévision et de communication; 33: Fabrication d'instruments médicaux et d'instruments de précision et d'optique; horlogerie; 40: Production et distribution d'électricité, de combustibles gazeux et de chaleur; 41: Captage, traitement et distribution d'eau
Autres industries et construction	01: Agriculture, chasse et services annexes; 02: Sylviculture; 05: Pêche et aquaculture; 10: Extraction de houille, de lignite et de tourbe; 11: Extraction d'hydrocarbures et services annexes; 12: Extraction de minerais d'uranium et de thorium; 13: Extraction de minerais métalliques; 14: Extraction de la pierre et de la terre, autres industries extractives; 15: Industries alimentaires et industries des boissons; 16: Industrie du tabac; 20: Travail du bois et fabrication d'articles en bois, en liège, vannerie et sparterie (sans la fabrication de meubles); 21: Industrie du papier, du carton et de leurs dérivés; 22: Edition, impression, reproduction d'enregistrements sonores, vidéo et informatiques; 26: Fabrication de verre et d'articles en verre, en céramique, transformation de la pierre et de la terre; 36: Fabrication de meubles, de bijoux, d'instruments de musique, d'articles de sport, de jeux, de jouets et d'autres produits; 37: Récupération; 45: Construction
Commerce	50: Commerce, entretien et réparation de véhicules automobiles; stations-service; 51: Intermédiaires du commerce et commerce de gros (sans le commerce de véhicules automobiles); 52: Commerce de détail (sans le commerce de véhicules automobiles et les stations-service); réparation d'articles personnels et domestiques
Sociétés financières et holdings	65.2: Autres intermédiations financières (y compris 74.15: Activités de gestion de holdings); 67: Activités auxiliaires liées à l'intermédiation financière et aux assurances
Banques	65.1: Intermédiation financière (établissements soumis à la loi sur les banques)
Assurances	66: Assurances (sans la sécurité sociale obligatoire)
Transports et communications	60: Transports terrestres; transports par conduites; 61: Transports par eau; 62: Transports aériens; 63: Services auxiliaires des transports; agences de voyage; 64: Postes et télécommunications
Autres services	55: Hôtellerie et restauration; 70: Activités immobilières; 71: Location de machines et équipements sans opérateur; 72: Activités informatiques; 73: Recherche et développement; 74: Services aux entreprises (sans 74.15: Activités de gestion de holdings); 75: Administration publique, défense; sécurité sociale obligatoire; 80: Education et enseignement; 85: Santé, affaires vétérinaires et action sociale; 90: Collecte et traitement des eaux usées et des déchets et autres services d'assainissement; 91: Représentation d'intérêts ainsi qu'associations religieuses et diverses; 92: Activités culturelles, sportives et récréatives; 93: Autres services; 95: Ménages avec personnel domestique; 99: Organisations et organismes extraterritoriaux

¹ La définition des branches correspond à la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) 2002 de l'Office fédéral de la statistique.

DÉFINITION DES PAYS ET DES RÉGIONS¹

Définition des pays

France	Y compris Monaco, Guyane française, Guadeloupe, Martinique, Réunion, Saint Barthélémy, Saint Martin, Saint-Pierre et Miquelon, Mayotte.
Portugal	Y compris les Açores et Madère.
Espagne	Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries.
Royaume-Uni	Englobe l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord.
Norvège	Y compris Svalbard et Jan Mayen.
Etats-Unis	Y compris Porto Rico et Navassa.
Nouvelle-Zélande	Y compris les îles Chatham, Kermadec, Auckland, Campbell, Antipodes ainsi que Bounty et Snares, mais sans l'île de Ross (Antarctique).
Malaisie	Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan).
Taiwan	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.
Inde	y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar.
Emirats arabes unis	Aboû Dabî, Doubaï, Chârdjah, Adjmân, Oumm al Qaiwaïn, Ras al Khaïmah et Foudjaïrah.
Maroc	Y compris le Sahara occidental.

Définition des régions

UE	Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie et Suède; Croatie comprise depuis 2013.
Reste de l'Europe	Albanie, Andorre, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, îles Féroé, Saint-Siège, Islande, Macédoine, Moldavie, Monténégro, Norvège, centres financiers offshore d'Europe, Fédération de Russie, Saint-Marin, Serbie, Turquie et Ukraine; Croatie comprise jusqu'en 2012. Ne comprend pas la Principauté de Liechtenstein, qui est rattachée à la Suisse pour ce qui concerne les statistiques.
Centres financiers offshore d'Europe	Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.
Amérique du Nord	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux, le Groenland.
Asie	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bhoutan, Brunei Darrussalam, Cambodge, Géorgie, Irak, Iran, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Laos, Liban, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Ouzbékistan, Qatar, République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord), Syrie, Tadjikistan, Territoires palestiniens, Timor-Leste, Turkménistan et Yémen.
Amérique centrale et du Sud	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Cuba, République Dominicaine, îles Falkland, Guyana, Honduras, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Suriname, El Salvador, Trinité-et-Tobago, et, depuis 2011, également Bonaire, Saint-Eustache et Saba, Jamaïque, sans Aruba.
Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud	Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, Dominique, Grenade, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos; depuis 2011, également Aruba, sans Bonaire, Saint-Eustache et Saba, Jamaïque.
Afrique	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sainte-Hélène, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Territoire britannique de l'océan Indien, Togo, Zambie, Zimbabwe; depuis 2011, également Soudan du Sud.
Océanie (et régions polaires)	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Antarctique, Etats fédérés de Micronésie, Fidji, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud, Guam, île Bouvet, île Christmas, îles Cocos (Keeling), îles Cook, îles Heard et McDonald, îles Mariannes du Nord, îles Marshall, îles mineures éloignées des Etats-Unis, île Norfolk, îles Salomon, Kiribati, Nauru, Niué, Nouvelle-Calédonie, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Polynésie française, Samoa, Samoa américaines, Terres australes françaises, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu ainsi que Wallis et Futuna.

¹ La définition des pays et des régions correspond à la Géonomenclature d'Eurostat. La définition des pays et des régions antérieure à 2008 figure dans la documentation afférente aux séries chronologiques longues du rapport sur la balance des paiements, qui peut être consultée, au format XLS, sur le site Internet de la Banque nationale suisse (www.snb.ch), sous Publications.

Tableaux

Page	Tableau
A3	Explication des signes et remarques
	Investissements directs suisses à l'étranger
A4	1.1 Pays – Exportations de capitaux
A6	1.2 Pays – Etat en fin d'année
A8	1.3 Pays – Effectifs
A10	1.4 Branches et secteurs – Exportations de capitaux
A11	1.5 Branches et secteurs – Etat en fin d'année
A12	1.6 Branches et secteurs – Effectifs
A13	1.7 Branches et secteurs – Revenus de capitaux
A14	1.8 Types de capitaux et groupes de pays – Exportations de capitaux
	Investissements directs étrangers en Suisse
A16	2.1 Pays – Importations de capitaux
A17	2.2 Pays – Etat en fin d'année
A18	2.3 Pays – Effectifs
A21	2.4 Branches et secteurs – Importations de capitaux
A21	2.5 Branches et secteurs – Etat en fin d'année
A22	2.6 Branches et secteurs – Effectifs
A23	2.7 Branches et secteurs – Revenus de capitaux
A24	2.8 Types de capitaux et groupes de pays – Importations de capitaux
A26	Informations complémentaires sur les investissements directs et les thèmes spéciaux

Explication des signes et remarques

EXPLICATION DES SIGNES

—	Donnée absolument nulle.
.	Donnée confidentielle, non disponible ou non utilisable.
195	Donnée nouvelle ou révisée (chiffres en caractères gras).
	Rupture dans la série.

REMARQUES

Différences dans les totaux

Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

Pratique en matière de révision des données

Chaque année, les données font l'objet d'une révision, en décembre, à l'occasion de la publication du rapport sur les investissements directs. Le rapport publié en décembre sur les investissements directs contient les données provisoires pour l'année examinée, mais aussi les données révisées pour les années précédentes.

Ces révisions tiennent compte des données parvenues ultérieurement.

Si les nouvelles informations portent sur une période antérieure, elles entraînent une révision des données pour cette période. Les modifications d'ordre méthodologique, les changements apportés dans les classifications et le recours à de nouvelles sources, y compris pour une période antérieure, sont précisés dans la partie «Commentaires» du rapport sur les investissements directs.

Séries chronologiques longues

Les tableaux publiés dans le rapport sur les investissements directs sont disponibles, pour des périodes plus longues également et dans un format modifiable, sur le site Internet de la BNS, sous www.snb.ch, Statistiques/Publication de données statistiques/Investissements directs.

1.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays¹

Exportations de capitaux^{2,3,4}

En millions de francs

	2009	2010	2011	2012	2013
	1	2	3	4	5
Europe	4 926	28 821	5 348	10 497	12 395
UE ⁵	9 736	26 881	5 093	10 396	12 065
Reste de l'Europe ⁶	- 4 810	1 940	256	101	330
Pays sélectionnés					
Etats baltes ⁷	42	35	- 6	72	- 10
Belgique	- 1 592	1 378	4 077	1 647	848
Bulgarie	- 146	102	9	25	- 65
Danemark	- 23	7	229	162	- 86
Allemagne	4 378	3 171	6 627	- 3 761	645
Finlande	433	137	346	- 250	91
France ⁸	- 68	4 338	2 137	- 4 729	2 641
Grèce	- 781	- 528	- 694	118	409
Irlande	51	2 414	- 880	948	1 393
Italie	- 699	- 160	- 1 001	387	1 339
Croatie	37	- 43	164	- 40	- 33
Luxembourg	- 4 921	41	- 3 749	4 132	- 10 355
Pays-Bas	6 056	1 798	2 273	- 17 459	2 424
Norvège	147	116	243	73	107
Autriche	703	- 296	232	527	410
Pologne	290	- 262	400	115	478
Portugal	- 157	186	218	32	- 31
Roumanie	- 126	311	603	106	- 25
Fédération de Russie	- 744	1 134	2 315	983	442
Suède	721	1 347	1 332	776	- 114
Slovaquie	49	22	21	21	11
Espagne	1 239	308	1 079	- 1 288	1 407
République tchèque	226	164	13	74	710
Turquie	37	37	209	- 16	347
Ukraine	348	305	467	463	249
Hongrie	- 253	8 226	- 5 716	1 016	273
Royaume-Uni ⁹	5 856	7 255	- 2 620	28 153	3 133
Centres financiers offshore ¹⁰	- 4 374	235	- 3 378	- 1 279	- 809
Amérique du Nord	8 648	23 015	11 769	13 636	- 643
Canada	3 321	- 997	416	3 467	2 549
Etats-Unis	5 327	24 013	11 353	10 170	- 3 191
Amérique centrale et du Sud	6 250	27 967	3 208	13 743	5 743
dont					
Argentine	507	- 505	1 592	3 461	380
Bolivie	36	- 43	121	- 45	26
Brésil	154	8 319	1 198	1 731	1 078
Chili	174	204	361	171	409
Costa Rica	33	- 411	44	- 184	5
Equateur	19	- 38	40	125	70
Guatemala	18	83	- 50	- 14	0
Colombie	221	207	- 346	184	- 175
Mexique	- 574	3 334	- 295	841	736
Pérou	347	1	237	35	- 66
Uruguay	- 175	197	291	794	42
Venezuela	399	144	380	340	- 145
Centres financiers offshore ¹¹	4 511	15 754	- 297	6 290	3 398

	2009	2010	2011	2012	2013
	1	2	3	4	5

Asie	8 199	8 670	16 619	8 772	11 293
dont					
Bangladesh	10	- 3	18	19	- 46
Chine	1 202	1 819	5 327	1 546	1 922
Hong Kong	826	451	456	3 344	- 1 700
Inde	877	1 839	700	770	455
Indonésie	318	722	- 229	450	199
Israël	178	400	- 63	129	- 4
Japon	1 945	317	2 821	524	28
Corée du Sud	638	277	99	454	31
Malaisie	87	140	157	1 852	690
Pakistan	329	15	33	49	3
Philippines	79	272	61	1 082	- 87
Arabie saoudite	124	- 91	301	79	514
Singapour	1 464	2 388	2 163	- 298	1 397
Sri Lanka	2	25	24	14	89
Taiwan	122	69	307	269	381
Thaïlande	70	344	217	363	329
Emirats arabes unis	- 809	- 1 757	3 754	- 1 370	5 373
Vietnam	8	20	75	82	157
Afrique	920	1 618	1 166	- 1 088	1 266
dont					
Egypte	51	202	- 126	- 80	- 17
Côte d'Ivoire	114	118	17	38	119
Kenya	- 9	- 175	35	15	35
Maroc	108	58	35	- 2	14
Nigéria	62	70	31	76	129
Afrique du Sud	- 245	127	218	118	215
Tunisie	28	10	37	5	15
Océanie	- 240	- 714	4 644	- 4 939	1 455
dont					
Australie	- 121	- 650	4 523	- 4 886	1 449
Nouvelle-Zélande	- 8	- 70	86	- 13	0
Ensemble des pays	28 703	89 378	42 755	40 622	31 508

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁵ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006, à 27 de 2007 à 2012 et à 28 depuis 2013.

⁶ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie; jusqu'en 2012, y compris Croatie.

⁷ Estonie, Lettonie et Lituanie.

⁸ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁹ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

¹⁰ Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

¹¹ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

1.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays¹

Etat en fin d'année (valeur comptable)^{2,3}

En millions de francs

	2009	2010	2011	2012	2013	Part en %
	1	2	3	4	5	6
Europe	442 276	478 176	515 417	532 990	522 199	48.7
UE ⁴	383 484	418 256	458 015	473 142	464 637	43.3
Reste de l'Europe ⁵	58 793	59 920	57 402	59 847	57 562	5.4
Pays sélectionnés						
Etats baltes ⁶	375	410	346	367	388	0.0
Belgique	12 420	10 785	13 353	14 179	15 473	1.4
Bulgarie	354	604	477	531	613	0.1
Danemark	2 045	2 059	2 523	2 727	2 456	0.2
Allemagne	59 277	57 669	59 070	53 006	51 420	4.8
Finlande	2 769	2 339	2 565	2 186	2 319	0.2
France ⁷	32 181	34 327	37 938	28 812	30 491	2.8
Grèce	3 173	2 691	1 995	1 908	5 113	0.5
Irlande	7 488	18 642	17 217	21 094	22 054	2.1
Italie	22 072	25 921	25 156	25 698	26 802	2.5
Croatie	779	721	555	645	697	0.1
Luxembourg	72 496	77 406	102 729	116 505	96 905	9.0
Pays-Bas	40 595	55 081	76 109	57 854	60 984	5.7
Norvège	3 841	4 183	4 122	3 996	4 190	0.4
Autriche	8 581	7 845	9 673	10 194	10 806	1.0
Pologne	5 406	5 546	5 253	5 964	6 914	0.6
Portugal	2 972	2 250	1 831	1 656	1 451	0.1
Roumanie	2 121	2 280	2 636	2 992	3 223	0.3
Fédération de Russie	6 259	8 705	11 014	14 618	15 025	1.4
Suède	2 388	2 067	5 663	4 870	4 555	0.4
Slovaquie	622	659	788	842	943	0.1
Espagne	15 737	12 969	14 846	15 646	15 751	1.5
République tchèque	3 454	3 993	3 233	3 332	4 036	0.4
Turquie	3 108	2 766	2 653	2 644	2 710	0.3
Ukraine	1 132	1 286	1 738	2 093	2 468	0.2
Hongrie	1 732	11 030	15 525	16 303	16 647	1.6
Royaume-Uni ⁸	78 713	78 189	55 021	82 496	78 720	7.3
Centres financiers offshore ⁹	42 327	40 930	35 619	34 426	31 575	2.9
Amérique du Nord	196 238	208 794	240 137	238 082	233 042	21.7
Canada	34 283	31 871	35 730	37 721	44 003	4.1
Etats-Unis	161 955	176 923	204 407	200 361	189 039	17.6
Amérique centrale et du Sud	148 215	172 269	158 995	184 591	174 949	16.3
dont						
Argentine	1 635	2 226	7 205	6 911	6 738	0.6
Bolivie	127	92	157	60	68	0.0
Brésil	15 468	23 422	23 203	22 061	21 182	2.0
Chili	1 495	1 418	1 765	3 433	3 416	0.3
Costa Rica	1 161	464	524	589	645	0.1
Equateur	373	482	512	622	661	0.1
Guatemala	147	461	443	325	307	0.0
Colombie	1 574	1 752	1 415	1 689	1 333	0.1
Mexique	6 371	7 336	6 718	12 562	12 836	1.2
Pérou	748	524	920	993	849	0.1
Uruguay	408	577	945	2 050	2 044	0.2
Venezuela	1 959	2 000	2 415	2 819	1 979	0.2
Centres financiers offshore ¹⁰	114 921	128 569	111 456	129 252	121 603	11.3

2009	2010	2011	2012	2013	Part en %
1	2	3	4	5	6

Asie	79 448	89 110	96 823	107 755	110 380	10.3
dont						
Bangladesh	- 41	40	5	75	18	0.0
Chine	7 476	8 466	13 217	14 861	17 039	1.6
Hong Kong	4 652	4 921	4 983	8 737	7 390	0.7
Inde	6 300	9 956	8 495	7 269	6 820	0.6
Indonésie	7 035	7 280	7 004	6 918	5 702	0.5
Israël	808	1 169	988	1 111	1 091	0.1
Japon	15 356	14 340	13 597	14 399	11 532	1.1
Corée du Sud	5 105	5 569	4 432	4 802	4 750	0.4
Malaisie	1 762	1 878	2 146	3 966	4 503	0.4
Pakistan	1 571	1 432	1 434	1 401	1 321	0.1
Philippines	1 654	2 183	2 300	3 466	2 977	0.3
Arabie saoudite	666	520	813	1 049	1 472	0.1
Singapour	12 842	17 306	19 761	20 259	22 090	2.1
Sri Lanka	- 1	106	112	111	118	0.0
Taiwan	1 303	2 438	2 527	2 736	2 814	0.3
Thaïlande	2 069	2 486	2 576	2 967	2 809	0.3
Emirats arabes unis	7 128	4 394	7 365	9 104	11 443	1.1
Vietnam	179	326	369	431	585	0.1
Afrique	9 900	11 623	10 516	9 369	10 964	1.0
dont						
Egypte	1 667	2 017	1 716	1 936	2 030	0.2
Côte d'Ivoire	416	517	318	339	508	0.0
Kenya	166	169	195	210	231	0.0
Maroc	568	640	692	641	711	0.1
Nigéria	207	327	344	425	822	0.1
Afrique du Sud	3 664	3 934	2 372	2 269	2 245	0.2
Tunisie	58	64	101	101	101	0.0
Océanie	15 232	18 446	22 339	20 625	21 277	2.0
dont						
Australie	14 739	17 878	21 637	18 319	18 989	1.8
Nouvelle-Zélande	439	508	622	605	590	0.1
Ensemble des pays	891 309	978 418	1 044 226	1 093 412	1 072 809	100.0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁴ UE à 10 jusqu'en 1985, à 12 de 1986 à 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006, à 27 de 2007 à 2012 et à 28 depuis 2013.

⁵ Jusqu'en 1985, y compris Portugal et Espagne; jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie; jusqu'en 2012, y compris Croatie.

⁶ Estonie, Lettonie et Lituanie.

⁷ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁸ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

⁹ Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

¹⁰ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

1.3 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays¹

Effectifs à l'étranger en fin d'année^{2,3}

	2009	2010	2011	2012	2013	Part en %
	1	2	3	4	5	6
Europe	1 411 751	1 422 957	1 274 073	1 291 145	1 326 388	44.7
UE ⁴	1 267 869	1 279 988	1 126 183	1 124 285	1 143 565	38.6
Reste de l'Europe ⁵	143 882	142 969	147 890	166 861	182 823	6.2
Pays sélectionnés						
Etats baltes ⁶	3 708	4 269	4 733	6 212	6 810	0.2
Belgique	28 028	25 877	29 785	30 224	29 820	1.0
Bulgarie	6 081	7 165	7 132	7 281	8 897	0.3
Danemark	8 364	8 706	8 990	9 445	9 397	0.3
Allemagne	272 319	271 955	283 732	286 137	288 672	9.7
Finlande	14 691	15 074	15 782	15 796	14 428	0.5
France ⁷	149 325	142 851	134 784	137 587	138 216	4.7
Grèce	7 830	7 406	7 261	6 432	9 393	0.3
Irlande	9 668	7 697	8 590	9 510	10 904	0.4
Italie	74 932	80 251	78 281	77 903	77 941	2.6
Croatie	7 651	7 992	6 762	5 641	5 526	0.2
Luxembourg	4 965	5 105	5 596	5 600	5 886	0.2
Pays-Bas	40 381	38 714	41 027	37 175	37 531	1.3
Norvège	8 987	9 552	8 981	9 118	10 168	0.3
Autriche	40 359	40 723	42 639	45 013	46 470	1.6
Pologne	35 714	39 604	44 409	46 114	51 445	1.7
Portugal	9 758	9 493	9 098	8 831	8 674	0.3
Roumanie	21 954	24 646	26 783	25 952	22 804	0.8
Fédération de Russie	75 332	67 222	70 825	85 891	100 162	3.4
Suède	23 462	22 817	23 158	24 819	23 380	0.8
Slovaquie	8 015	7 181	7 646	7 342	6 817	0.2
Espagne	56 331	63 179	63 372	62 943	60 079	2.0
République tchèque	35 107	35 660	36 490	31 002	35 715	1.2
Turquie	18 728	20 009	21 546	24 885	26 980	0.9
Ukraine	26 500	27 844	29 025	30 543	31 971	1.1
Hongrie	33 498	35 055	36 181	35 845	38 872	1.3
Royaume-Uni ⁸	372 881	375 772	199 666	195 283	193 733	6.5
Centres financiers offshore ⁹	2 070	2 098	2 264	1 724	1 605	0.1
Amérique du Nord	390 914	396 407	431 101	455 964	448 211	15.1
Canada	51 256	54 524	61 987	62 097	61 498	2.1
Etats-Unis	339 658	341 884	369 115	393 867	386 713	13.0
Amérique centrale et du Sud	246 312	253 022	287 419	300 926	305 074	10.3
dont						
Argentine	18 661	19 731	25 499	25 102	25 668	0.9
Bolivie	2 971	3 772	3 500	3 840	3 338	0.1
Brésil	107 191	108 651	121 430	131 015	131 801	4.4
Chili	13 363	15 755	17 391	18 086	20 898	0.7
Costa Rica	4 287	4 281	5 041	4 611	4 823	0.2
Equateur	4 576	5 594	6 021	6 455	6 435	0.2
Guatemala	3 430	4 564	4 692	3 897	3 527	0.1
Colombie	13 895	14 715	16 684	17 154	16 721	0.6
Mexique	45 474	43 677	48 354	51 712	52 702	1.8
Pérou	6 470	7 416	9 542	10 523	10 819	0.4
Uruguay	1 111	1 052	1 550	1 565	1 770	0.1
Venezuela	11 607	10 914	12 259	11 763	10 881	0.4
Centres financiers offshore ¹⁰	5 098	4 780	4 867	4 812	4 901	0.2

	2009	2010	2011	2012	2013	Part en %
	1	2	3	4	5	6
Asie	540 095	583 412	656 191	687 431	701 538	23.7
dont						
Bangladesh	3 086	3 363	3 670	3 993	4 008	0.1
Chine	126 864	135 062	190 685	203 161	207 774	7.0
Hong Kong	22 024	23 457	25 046	25 211	24 682	0.8
Inde	62 516	83 677	95 813	99 434	101 755	3.4
Indonésie	45 778	43 040	45 087	53 634	60 882	2.1
Israël	6 798	7 093	7 550	7 324	7 176	0.2
Japon	74 992	71 205	47 528	48 398	46 795	1.6
Corée du Sud	8 924	10 200	10 773	11 809	12 084	0.4
Malaisie	18 922	19 099	23 193	25 597	26 736	0.9
Pakistan	13 047	13 123	10 970	12 629	12 898	0.4
Philippines	11 014	12 408	14 936	14 629	16 377	0.6
Arabie saoudite	5 823	7 096	8 080	9 601	10 126	0.3
Singapour	25 249	25 146	28 046	29 811	30 467	1.0
Sri Lanka	1 967	2 075	2 110	2 149	1 963	0.1
Taiwan	12 543	17 536	21 821	17 351	18 260	0.6
Thaïlande	46 382	50 328	55 949	55 644	48 807	1.6
Emirats arabes unis	7 926	8 985	10 593	10 641	12 814	0.4
Vietnam	11 330	12 634	14 157	14 987	15 226	0.5
Afrique	109 116	116 953	118 129	118 176	133 444	4.5
dont						
Egypte	31 412	31 541	32 234	29 808	31 225	1.1
Côte d'Ivoire	2 378	2 498	2 450	2 583	2 676	0.1
Kenya	3 193	3 357	3 760	3 573	3 765	0.1
Maroc	4 909	6 568	6 971	7 414	7 580	0.3
Nigéria	5 872	5 208	5 371	5 322	10 514	0.4
Afrique du Sud	37 198	39 306	34 545	32 720	32 624	1.1
Tunisie	2 072	2 596	2 524	2 748	3 454	0.1
Océanie	49 783	46 798	51 602	53 729	51 575	1.7
dont						
Australie	44 340	41 561	45 904	48 029	45 749	1.5
Nouvelle-Zélande	4 481	4 336	4 734	4 596	4 615	0.2
Ensemble des pays	2 747 971	2 819 549	2 818 515	2 907 372	2 966 231	100.0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁴ UE à 10 jusqu'en 1985, à 12 de 1986 à 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006, à 27 de 2007 à 2012 et à 28 depuis 2013.

⁵ Jusqu'en 1985, y compris Portugal et Espagne; jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovaquie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie; jusqu'en 2012, y compris Croatie.

⁶ Estonie, Lettonie et Lituanie.

⁷ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁸ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

⁹ Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

¹⁰ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

1.4 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Exportations de capitaux^{2, 3, 4}

En millions de francs

	2009	2010	2011	2012	2013
	1	2	3	4	5
Industrie	10 495	7 283	22 681	18 363	11 244
Textile et habillement ^{5, 6}	- 3 145	- 7 134	115	- 1 785	970
Chimie et plastique	1 632	- 1 855	15 881	9 386	3 073
Métallurgie et machines	374	- 248	- 8 069	3 453	1 656
Electronique, énergie, optique et horlogerie	6 384	9 364	5 082	3 108	5 346
Autres industries et construction ⁷	5 250	7 156	9 672	4 201	200
Services	18 209	82 095	20 074	22 259	20 264
Commerce	11 617	13 062	7 814	3 299	1 960
Sociétés financières et holdings	- 5 726	49 057	- 2 931	6 591	- 1 174
dont					
en mains suisses ⁸	- 6 853	965	- 1 716	14 116	- 59
en mains étrangères ⁹	1 127	48 092	- 1 216	- 7 526	- 1 115
Banques	3 310	4 535	1 405	5 187	13 320
Assurances	6 374	13 306	11 701	4 584	4 691
Transports et communications ¹⁰	214	500	539	1 020	1 019
Autres services ¹¹	2 421	1 635	1 546	1 579	448
Total	28 703	89 378	42 755	40 622	31 508
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁹	27 576	41 286	43 970	48 147	32 624

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁵ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres industries et construction*.

⁶ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁷ Jusqu'en 1992, y compris *Textile et habillement*.

⁸ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont la majorité du capital est soit en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse soit constituée par le flottant.

⁹ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

¹⁰ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

¹¹ Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

1.5 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Etat en fin d'année (valeur comptable)^{2,3}

En millions de francs

	2009	2010	2011	2012	2013	Part en %
	1	2	3	4	5	6
Industrie	316 260	303 205	320 673	328 530	333 073	31.0
Textile et habillement ^{4,5}	17 574	8 891	9 660	8 167	8 694	0.8
Chimie et plastique	125 881	112 381	134 602	134 655	135 972	12.7
Métallurgie et machines	50 099	45 824	35 688	39 174	37 303	3.5
Electronique, énergie, optique et horlogerie	40 668	49 214	52 512	53 707	60 958	5.7
Autres industries et construction ⁶	82 038	86 895	88 211	92 828	90 146	8.4
Services	575 049	675 213	723 554	764 882	739 736	69.0
Commerce	52 487	66 911	85 258	112 807	115 205	10.7
Sociétés financières et holdings dont	301 444	388 282	405 063	409 819	379 452	35.4
en mains suisses ⁷	104 768	123 616	150 173	171 906	141 230	13.2
en mains étrangères ^{8,9}	196 675	264 666	254 890	237 913	238 222	22.2
Banques	82 856	75 887	76 706	78 808	90 405	8.4
Assurances	116 103	119 391	132 196	137 727	128 201	11.9
Transports et communications ¹⁰	11 990	11 711	9 843	10 132	9 741	0.9
Autres services ¹¹	10 170	13 031	14 487	15 589	16 732	1.6
Total	891 309	978 418	1 044 226	1 093 412	1 072 809	100.0
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁸	694 634	713 751	789 336	855 499	834 587	77.8

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁴ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres industries et construction*.

⁵ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁶ Jusqu'en 1992, y compris *Textile et habillement*.

⁷ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont la majorité du capital est soit en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse soit constituée par le flottant.

⁸ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

⁹ En 2006, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

¹⁰ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

¹¹ Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

1.6 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Effectifs à l'étranger en fin d'année^{2,3}

	2009	2010	2011	2012	2013	Part en %
	1	2	3	4	5	6
Industrie	1 234 667	1 273 140	1 379 872	1 420 621	1 444 169	48.7
Textile et habillement ^{4,5}	86 756	85 423	79 049	82 707	82 626	2.8
Chimie et plastique	284 860	286 310	312 476	320 164	335 376	11.3
Métallurgie et machines	275 774	277 701	289 440	295 685	302 629	10.2
Electronique, énergie, optique et horlogerie	197 687	215 012	240 368	255 392	264 032	8.9
Autres industries et construction ⁶	389 590	408 694	458 539	466 674	459 508	15.5
Services	1 513 304	1 546 409	1 438 643	1 486 751	1 522 062	51.3
Commerce	278 326	289 782	316 536	326 600	328 867	11.1
Sociétés financières et holdings dont	810 366	811 479	655 923	689 534	704 157	23.7
en mains suisses ⁷	80 017	77 298	113 755	137 312	166 911	5.6
en mains étrangères ⁸	730 349	734 181	542 169	552 222	537 246	18.1
Banques	80 036	82 318	83 443	80 891	79 577	2.7
Assurances	85 685	86 000	88 041	89 356	94 432	3.2
Transports et communications ⁹	120 520	124 542	138 576	142 810	144 303	4.9
Autres services ¹⁰	138 371	152 288	156 124	157 561	170 726	5.8
Total	2 747 971	2 819 549	2 818 515	2 907 372	2 966 231	100.0
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁸	2 017 622	2 085 368	2 276 346	2 355 150	2 428 985	81.9

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁴ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres industries et construction*.

⁵ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁶ Jusqu'en 1992, y compris *Textile et habillement*.

⁷ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont la majorité du capital est soit en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse soit constituée par le flottant.

⁸ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

⁹ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

¹⁰ Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

1.7 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Revenus de capitaux^{2, 3, 4}

En millions de francs

	2009	2010	2011	2012	2013
	1	2	3	4	5
Industrie	30 342	36 475	26 808	31 538	24 750
Textile et habillement ⁵	1 159	2 401	155	1 400	552
Chimie et plastique	10 468	10 521	10 435	10 605	11 783
Métallurgie et machines	2 218	2 859	2 542	3 498	1 469
Electronique, énergie, optique et horlogerie	6 777	8 964	5 500	6 071	4 826
Autres industries et construction	9 720	11 731	8 177	9 964	6 120
Services	22 042	38 882	17 066	28 667	32 332
Commerce	3 025	5 471	4 262	3 930	- 705
Sociétés financières et holdings	13 796	15 622	271	18 881	11 773
dont					
en mains suisses ⁶	2 258	- 4	- 8 205	2 004	- 1 045
en mains étrangères ⁷	11 539	15 626	8 476	16 877	12 817
Banques	- 4 760	4 814	- 166	- 5 190	2 668
Assurances	7 186	12 177	12 627	8 731	13 707
Transports et communications	489	- 145	- 1 072	268	615
Autres services	2 306	944	1 145	2 046	4 274
Total	52 384	75 357	43 875	60 205	57 081
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁷	40 846	59 731	35 399	43 328	44 264

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts des crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

³ Le signe moins (-) indique une perte.

⁴ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁵ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁶ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont la majorité du capital est soit en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse soit constituée par le flottant.

⁷ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

1.8 Investissements directs suisses à l'étranger – Types de capitaux et groupes de pays¹

Exportations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2009	2010	2011	2012	2013
	1	2	3	4	5
Capital social					
Europe	- 6 098	15 491	- 236	10 611	4 875
UE ⁴	- 3 402	17 507	451	9 809	10 438
Reste de l'Europe ⁵	- 2 695	- 2 016	- 687	803	- 5 563
Amérique du Nord	5 352	12 651	- 9 533	10 092	2 523
Amérique centrale et du Sud	6 309	- 650	- 1 858	4 933	- 535
dont					
centres financiers offshore ⁶	6 863	- 7 847	- 3 720	331	- 1 511
Asie	2 125	1 628	12 020	8 209	2 198
Afrique	- 57	- 5	956	322	174
Océanie	724	- 330	2 858	- 1 952	948
Ensemble des pays	8 356	28 784	4 206	32 214	10 184
Bénéfices réinvestis					
Europe	9 521	9 133	11 635	- 374	- 4 028
UE ⁴	9 355	6 487	16 447	- 1 711	- 4 500
Reste de l'Europe ⁵	166	2 647	- 4 812	1 337	472
Amérique du Nord	5 255	13 512	4 789	9 038	6 646
Amérique centrale et du Sud	8 816	7 963	- 13 400	4 006	5 745
dont					
centres financiers offshore ⁶	6 776	5 587	- 14 756	2 298	5 370
Asie	5 193	5 679	3 536	3 059	575
Afrique	137	349	345	238	- 9
Océanie	- 1 288	- 522	1 007	334	- 410
Ensemble des pays	27 634	36 114	7 913	16 300	8 520

	2009	2010	2011	2012	2013
	1	2	3	4	5

Crédits

Europe	1 503	4 197	- 6 051	260	11 548
UE ⁴	3 784	2 888	- 11 806	2 298	6 128
Reste de l'Europe ⁵	- 2 281	1 310	5 755	- 2 038	5 421
Amérique du Nord	- 1 959	- 3 148	16 513	- 5 493	- 9 812
Amérique centrale et du Sud	- 8 875	20 654	18 467	4 805	532
dont					
centres financiers offshore ⁶	- 9 127	18 014	18 180	3 660	- 461
Asie	881	1 363	1 064	- 2 495	8 519
Afrique	840	1 275	- 135	- 1 647	1 102
Océanie	325	138	778	- 3 322	916
Ensemble des pays	- 7 286	24 479	30 636	- 7 893	12 805

Total

Europe	4 926	28 821	5 348	10 497	12 395
UE ⁴	9 736	26 881	5 093	10 396	12 065
Reste de l'Europe ⁵	- 4 810	1 940	256	101	330
Amérique du Nord	8 648	23 015	11 769	13 636	- 643
Amérique centrale et du Sud	6 250	27 967	3 208	13 743	5 743
dont					
centres financiers offshore ⁶	4 511	15 754	- 297	6 290	3 398
Asie	8 199	8 670	16 619	8 772	11 293
Afrique	920	1 618	1 166	- 1 088	1 266
Océanie	- 240	- 714	4 644	- 4 939	1 455
Ensemble des pays	28 703	89 378	42 755	40 622	31 508

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006, à 27 de 2007 à 2012 et à 28 depuis 2013.

⁵ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie; jusqu'en 2012, y compris Croatie.

⁶ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, îles Caimans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

2.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2009	2010	2011	2012	2013
	1	2	3	4	5
Europe	79 371	15 850	- 2 030	13 584	- 4 407
UE ⁴	78 587	16 956	- 6 673	23 196	8 064
Reste de l'Europe ⁵	783	- 1 106	4 644	- 9 612	- 12 471
Pays sélectionnés					
Belgique	- 3 408	1 444	121	- 2 377	461
Danemark	- 395	- 4 627	- 1 189	- 1 589	- 102
Allemagne	1 311	- 3 368	1 300	364	- 795
France ⁶	3 761	3 659	- 4 618	2 890	- 1 054
Italie	- 144	- 915	- 1 273	- 105	- 34
Luxembourg	23 353	11 435	- 4 275	- 21 961	8 740
Pays-Bas	34 381	5 329	5 397	11 424	11 359
Autriche	7 132	1 645	2 342	- 2 342	- 2 288
Suède	1 527	- 537	816	- 946	339
Espagne	- 745	1 185	- 1 408	355	- 94
Royaume-Uni ⁷	6 743	- 499	- 10 291	1 907	5 520
Amérique du Nord	- 36 251	- 8 919	10 844	7 647	7 842
Canada	- 125	- 28	- 48	- 101	106
Etats-Unis	- 36 126	- 8 890	10 891	7 748	7 736
Amérique centrale et du Sud	- 10 964	22 122	4 321	218	- 3 399
dont centres financiers offshore ⁸	- 7 126	8 010	- 670	1 863	- 434
Asie, Afrique et Océanie	- 718	925	12 005	- 6 457	575
dont Israël	21	36	1 289	- 1 244	- 26
Japon	87	198	2 358	416	- 233
Ensemble des pays	31 437	29 978	25 140	14 993	610

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006, à 27 de 2007 à 2012 et à 28 depuis 2013.

⁵ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie; jusqu'en 2012, y compris Croatie.

⁶ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁷ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

⁸ Îles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, Dominique, Grenade, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

2.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹

Etat en fin d'année (valeur comptable)²

En millions de francs

	2009	2010	2011	2012	2013	Part en %
	1	2	3	4	5	6
Europe	444 908	488 483	547 932	575 713	583 023	84.7
UE ³	433 974	479 060	507 633	541 971	562 047	81.7
Reste de l'Europe ⁴	10 934	9 423	40 299	33 742	20 976	3.0
Pays sélectionnés						
Belgique	3 755	5 556	4 669	3 892	4 289	0.6
Danemark	11 736	7 185	5 955	4 221	4 245	0.6
Allemagne	33 586	29 423	29 351	30 250	25 593	3.7
France ⁵	39 403	41 183	35 414	39 700	38 421	5.6
Italie	6 067	5 183	4 100	3 992	3 946	0.6
Luxembourg	107 713	127 912	137 630	134 494	144 270	21.0
Pays-Bas	124 334	155 026	162 532	165 552	189 982	27.6
Autriche	75 596	60 036	62 150	61 730	59 896	8.7
Suède	4 260	3 633	5 228	4 357	4 636	0.7
Espagne	3 579	4 350	10 229	10 729	10 671	1.6
Royaume-Uni ⁶	14 569	14 653	12 412	14 929	21 300	3.1
Amérique du Nord	71 015	65 340	76 307	79 272	88 060	12.8
Canada	82	182	450	307	405	0.1
Etats-Unis	70 933	65 158	75 857	78 964	87 655	12.7
Amérique centrale et du Sud	- 6 033	13 639	9 402	10 452	6 791	1.0
dont						
centres financiers offshore ⁷	16 384	22 448	13 098	15 559	14 916	2.2
Asie, Afrique et Océanie	4 943	6 494	16 389	9 810	10 211	1.5
dont						
Israël	1 121	1 290	2 437	1 232	1 208	0.2
Japon	630	754	2 431	3 395	3 162	0.5
Ensemble des pays	514 833	573 956	650 030	675 246	688 084	100.0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ UE à 10 jusqu'en 1985, à 12 de 1986 à 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006, à 27 de 2007 à 2012 et à 28 depuis 2013.

⁴ Jusqu'en 1985, y compris Portugal et Espagne; jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie; jusqu'en 2012, y compris Croatie.

⁵ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁶ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

⁷ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, Dominique, Grenade, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

2.3 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹

Effectifs en Suisse en fin d'année

	2009	2010	2011	2012	2013	Part en %
	1	2	3	4	5	6
Entreprises entrant dans la statistique des investissements directs²						
Europe	219 394	221 357	224 135	230 318	230 975	91.6
UE ³	218 766	220 201	222 289	228 511	228 943	90.8
Reste de l'Europe ⁴	628	1 155	1 846	1 807	2 031	0.8
Pays sélectionnés						
Belgique	328	1 507	1 546	310	306	0.1
Danemark	15 149	14 637	14 714	13 779	13 949	5.5
Allemagne	53 671	48 507	49 420	51 148	51 110	20.3
France	21 328	20 093	21 564	21 131	21 985	8.7
Italie	8 761	9 453	7 880	7 657	7 456	3.0
Luxembourg	25 333	27 936	33 620	33 861	37 009	14.7
Pays-Bas	58 393	61 919	60 842	63 820	57 466	22.8
Autriche	12 100	12 965	14 350	13 331	13 286	5.3
Suède	5 037	4 876	5 385	5 508	5 628	2.2
Espagne	6 318	5 490	941	1 627	1 482	0.6
Royaume-Uni	7 385	7 854	7 539	8 816	11 475	4.6
Amérique du Nord	22 301	20 441	21 011	16 860	15 202	6.0
Canada	2 142	13	15	15	17	0.0
Etats-Unis	20 159	20 428	20 996	16 845	15 186	6.0
Amérique centrale et du Sud	1 476	697	745	755	755	0.3
dont centres financiers offshore ⁵	1 331	543	680	710	686	0.3
Asie, Afrique et Océanie	2 395	3 431	3 986	4 819	5 257	2.1
dont Israël	335	331	984	366	361	0.1
Japon	343	1 017	1 514	1 918	2 333	0.9
Ensemble des pays	245 565	245 925	249 877	252 752	252 189	100.0

	2009	2010	2011	2012	2013	Part en %
	1	2	3	4	5	6

Entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs ⁶

Europe	126 184	125 465	128 983	135 476	134 237	70.1
UE ³	123 452	124 118	126 832	133 809	132 566	69.2
Reste de l'Europe ⁴	2 732	1 347	2 151	1 667	1 671	0.9
Pays sélectionnés						
Belgique	1 639	1 649	1 793	2 611	2 393	1.2
Danemark	1 810	1 993	2 243	2 139	2 484	1.3
Allemagne	50 270	50 016	50 721	48 531	46 909	24.5
France	21 993	22 260	23 830	27 106	27 210	14.2
Italie	5 440	5 852	5 584	5 610	5 657	3.0
Luxembourg	4 901	4 588	4 827	6 652	6 512	3.4
Pays-Bas	6 756	5 896	6 970	7 085	6 166	3.2
Autriche	5 539	5 694	7 059	7 771	6 945	3.6
Suède	7 796	7 537	6 936	7 691	7 433	3.9
Espagne	1 804	2 042	1 662	1 889	1 874	1.0
Royaume-Uni	14 021	13 538	12 920	13 504	15 364	8.0
Amérique du Nord	34 611	35 589	38 964	38 270	39 865	20.8
Canada	1 667	1 299	892	989	782	0.4
Etats-Unis	32 944	34 290	38 072	37 281	39 083	20.4
Amérique centrale et du Sud	7 369	6 751	7 493	7 108	7 706	4.0
dont centres financiers offshore ⁵	7 283	6 655	7 429	7 076	7 652	4.0
Asie, Afrique et Océanie	6 633	7 341	8 407	9 941	9 798	5.1
dont Israël	294	206	321	377	301	0.2
Japon	3 105	2 864	3 832	3 826	3 938	2.1
Ensemble des pays	174 797	175 146	183 847	190 795	191 606	100.0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ UE à 15 jusqu'en 2003, à 25 de 2004 à 2006, à 27 de 2007 à 2012 et à 28 depuis 2013.

⁴ Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie; jusqu'en 2012, y compris Croatie.

⁵ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, Dominique, Grenade, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

⁶ Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

2.3 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹ (suite)

Effectifs en Suisse en fin d'année

	2009	2010	2011	2012	2013	Part en %
	1	2	3	4	5	6
Ensemble des entreprises						
Europe	345 578	346 822	353 118	365 794	365 212	82.3
UE ³	342 218	344 319	349 121	362 320	361 509	81.5
Reste de l'Europe ⁴	3 360	2 502	3 997	3 474	3 702	0.8
Pays sélectionnés						
Belgique	1 967	3 156	3 339	2 921	2 699	0.6
Danemark	16 959	16 630	16 957	15 918	16 433	3.7
Allemagne	103 941	98 523	100 141	99 679	98 019	22.1
France	43 321	42 353	45 394	48 237	49 195	11.1
Italie	14 201	15 305	13 464	13 267	13 113	3.0
Luxembourg	30 234	32 524	38 447	40 513	43 521	9.8
Pays-Bas	65 149	67 815	67 812	70 905	63 632	14.3
Autriche	17 639	18 659	21 409	21 102	20 231	4.6
Suède	12 833	12 413	12 321	13 199	13 061	2.9
Espagne	8 122	7 532	2 603	3 516	3 356	0.8
Royaume-Uni	21 406	21 392	20 459	22 320	26 839	6.0
Amérique du Nord	56 912	56 030	59 975	55 130	55 067	12.4
Canada	3 809	1 312	907	1 004	799	0.2
Etats-Unis	53 103	54 718	59 068	54 126	54 269	12.2
Amérique centrale et du Sud	8 845	7 448	8 238	7 863	8 461	1.9
dont centres financiers offshore ⁵	8 614	7 198	8 109	7 786	8 338	1.9
Asie, Afrique et Océanie	9 028	10 772	12 393	14 760	15 055	3.4
dont Israël	629	537	1 305	743	662	0.1
Japon	3 448	3 881	5 346	5 744	6 271	1.4
Ensemble des pays	420 362	421 071	433 724	443 547	443 795	100.0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ UE à 15 jusqu'en 2003, à 25 de 2004 à 2006, à 27 de 2007 à 2012 et à 28 depuis 2013.

⁴ Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie; jusqu'en 2012, y compris Croatie.

⁵ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, Dominique, Grenade, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

⁶ Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

2.4 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2009	2010	2011	2012	2013
	1	2	3	4	5
Industrie	9 503	- 933	- 6 798	4 543	6 922
Chimie et plastique	2 883	2 535	1 626	351	3 100
Métallurgie et machines	754	- 261	- 7 645	909	376
Electronique, énergie, optique et horlogerie	3 972	- 1 588	- 699	3 240	3 370
Autres industries et construction	1 894	- 1 620	- 80	44	77
Services	21 935	30 911	31 938	10 449	- 6 312
Commerce	4 139	10 871	11 361	14 248	1 045
Sociétés financières et holdings	15 793	18 309	21 276	- 7 810	- 4 869
Banques ⁵	2 287	311	849	- 782	- 3 150
Assurances	1 288	1 299	- 1 365	- 56	353
Transports et communications ⁶	- 521	- 33	348	6 226	- 5
Autres services ⁷	- 1 051	155	- 532	- 1 377	314
Total	31 437	29 978	25 140	14 993	610

2.5 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Etat en fin d'année (valeur comptable)³

En millions de francs

	2009	2010	2011	2012	2013	Part en %
	1	2	3	4	5	6
Industrie	82 999	82 695	80 895	88 559	99 140	14.4
Chimie et plastique	37 588	38 889	38 780	40 142	48 269	7.0
Métallurgie et machines	10 577	10 163	10 408	11 325	10 030	1.5
Electronique, énergie, optique et horlogerie	23 534	23 487	24 077	28 147	31 438	4.6
Autres industries et construction	11 300	10 157	7 629	8 947	9 403	1.4
Services	431 834	491 262	569 135	586 687	588 944	85.6
Commerce	54 458	73 943	108 909	125 509	126 937	18.4
Sociétés financières et holdings ⁴	291 784	333 364	356 815	354 643	358 233	52.1
Banques ⁵	38 952	34 311	34 107	33 066	30 478	4.4
Assurances	22 810	26 256	23 633	24 103	24 072	3.5
Transports et communications ⁶	12 028	12 013	19 757	24 463	24 565	3.6
Autres services ⁷	11 803	11 376	25 914	24 903	24 659	3.6
Total	514 833	573 956	650 030	675 246	688 084	100.0

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ En 2006, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁵ Source jusqu'en 1992: statistique bancaire (BNS).

⁶ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

⁷ Jusqu'en 1992, inclus dans *Transports et communications*.

2.6 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Effectifs en Suisse en fin d'année

	2009	2010	2011	2012	2013	Part en %
	1	2	3	4	5	6

Entreprises entrant dans la statistique des investissements directs²

Industrie	98 383	95 056	95 732	96 206	93 684	37.1
Chimie et plastique	22 464	21 870	22 907	21 650	19 893	7.9
Métallurgie et machines	23 503	20 939	21 687	22 827	21 810	8.6
Electronique, énergie, optique et horlogerie	32 909	31 702	32 275	32 907	32 459	12.9
Autres industries et construction	19 507	20 546	18 863	18 822	19 522	7.7
Services	147 182	150 869	154 145	156 546	158 506	62.9
Commerce	48 407	49 401	51 229	52 747	55 395	22.0
Sociétés financières et holdings	10 141	10 656	11 089	11 517	11 898	4.7
Banques	21 011	20 585	20 067	19 776	18 291	7.3
Assurances	9 513	9 300	9 295	9 330	9 285	3.7
Transports et communications	24 728	24 827	25 772	26 006	25 600	10.2
Autres services	33 382	36 100	36 692	37 171	38 036	15.1
Total	245 565	245 925	249 877	252 752	252 189	100.0

Entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs³

Industrie	58 128	56 989	61 727	60 134	59 041	30.8
Chimie et plastique	7 526	8 212	7 673	7 553	7 269	3.8
Métallurgie et machines	19 103	18 735	19 495	18 148	19 507	10.2
Electronique, énergie, optique et horlogerie	16 166	16 868	17 807	17 743	17 910	9.3
Autres industries et construction	15 333	13 174	16 752	16 690	14 355	7.5
Services	116 669	118 157	122 120	130 661	132 565	69.2
Commerce	50 768	53 802	54 906	57 918	56 978	29.7
Sociétés financières et holdings	6 266	5 501	5 937	6 070	6 843	3.6
Banques	660	627	594	648	557	0.3
Assurances	1 047	1 030	1 078	1 087	1 120	0.6
Transports et communications	9 329	9 786	9 672	9 854	9 694	5.1
Autres services	48 599	47 411	49 933	55 084	57 373	29.9
Total	174 797	175 146	183 847	190 795	191 606	100.0

Ensemble des entreprises

Industrie	156 511	152 045	157 459	156 340	152 725	34.4
Chimie et plastique	29 990	30 082	30 580	29 203	27 162	6.1
Métallurgie et machines	42 606	39 674	41 182	40 975	41 317	9.3
Electronique, énergie, optique et horlogerie	49 075	48 570	50 082	50 650	50 369	11.3
Autres industries et construction	34 840	33 720	35 615	35 512	33 877	7.6
Services	263 851	269 026	276 265	287 207	291 071	65.6
Commerce	99 175	103 203	106 135	110 665	112 373	25.3
Sociétés financières et holdings	16 407	16 157	17 026	17 587	18 741	4.2
Banques	21 671	21 212	20 661	20 424	18 848	4.2
Assurances	10 560	10 330	10 373	10 417	10 405	2.3
Transports et communications	34 057	34 613	35 444	35 860	35 294	8.0
Autres services	81 981	83 511	86 625	92 255	95 409	21.5
Total	420 362	421 071	433 724	443 547	443 795	100.0

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

2.7 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Revenus de capitaux^{2, 3, 4}

En millions de francs

	2009	2010	2011	2012	2013
	1	2	3	4	5
Industrie	5 211	4 588	5 754	7 480	10 664
Chimie et plastique	2 372	2 982	4 060	4 073	6 476
Métallurgie et machines	- 871	811	571	1 022	897
Electronique, énergie, optique et horlogerie	3 062	362	618	1 902	2 548
Autres industries et construction	648	434	506	483	744
Services	34 503	32 894	28 590	31 739	23 760
Commerce	9 103	13 701	12 378	9 074	8 387
Sociétés financières et holdings	19 860	12 843	11 846	11 773	11 077
Banques	2 062	1 198	1 222	2 186	- 383
Assurances	2 718	3 824	2 476	2 630	2 941
Transports et communications	590	507	605	5 421	943
Autres services	170	821	64	656	795
Total	39 714	37 482	34 345	39 219	34 425

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts des crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

³ Le signe moins (-) indique une perte.

⁴ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

2.8 Investissements directs étrangers en Suisse – Types de capitaux et groupes de pays¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2009	2010	2011	2012	2013
	1	2	3	4	5
Capital social					
Europe	55 038	1 079	- 7 598	- 5 426	5 989
UE ⁴	54 785	910	- 7 615	574	5 993
Reste de l'Europe ⁵	254	169	17	- 6 000	- 5
Amérique du Nord	- 28 271	- 38	- 254	4 334	475
Amérique centrale et du Sud	- 6 905	10 038	- 1 057	399	- 942
Asie, Afrique et Océanie	48	169	13 112	- 8 185	2 394
Ensemble des pays	19 910	11 247	4 204	- 8 878	7 915
Bénéfices réinvestis					
Europe	22 038	7 033	8 121	9 753	- 3 640
UE ⁴	22 374	6 953	10 935	14 116	- 3 330
Reste de l'Europe ⁵	- 337	80	- 2 814	- 4 364	- 310
Amérique du Nord	4 295	2 949	3 857	2 750	6 806
Amérique centrale et du Sud	- 123	374	1 188	36	650
Asie, Afrique et Océanie	- 195	172	- 839	- 310	257
Ensemble des pays	26 015	10 528	12 328	12 229	4 073

2009	2010	2011	2012	2013
1	2	3	4	5

Crédits

Europe	2 295	7 738	- 2 554	9 257	- 6 756
UE ⁴	1 429	9 093	- 9 993	8 505	5 401
Reste de l'Europe ⁵	866	- 1 355	7 440	752	- 12 157
Amérique du Nord	- 12 275	- 11 829	7 240	564	561
Amérique centrale et du Sud	- 3 936	11 709	4 190	- 217	- 3 108
Asie, Afrique et Océanie	- 571	584	- 268	2 038	- 2 076
Ensemble des pays	- 14 488	8 203	8 608	11 642	- 11 379

Total

Europe	79 371	15 850	- 2 030	13 584	- 4 407
UE ⁴	78 587	16 956	- 6 673	23 196	8 064
Reste de l'Europe ⁵	783	- 1 106	4 644	- 9 612	- 12 471
Amérique du Nord	- 36 251	- 8 919	10 844	7 647	7 842
Amérique centrale et du Sud	- 10 964	22 122	4 321	218	- 3 399
Asie, Afrique et Océanie	- 718	925	12 005	- 6 457	575
Ensemble des pays	31 437	29 978	25 140	14 993	610

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006, à 27 de 2007 à 2012 et à 28 depuis 2013.

⁵ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie; jusqu'en 2012, y compris Croatie.

Informations complémentaires sur les investissements directs et les thèmes spéciaux

De plus amples informations concernant les investissements directs figurent sur le site Internet de la BNS, à l'adresse www.snb.ch, Statistiques/Publication de données statistiques.

Les tableaux du rapport sur les investissements directs sont disponibles, pour des périodes plus longues également et dans un format modifiable, à la page Internet susmentionnée, sous Investissements directs. Par ailleurs, les thèmes spéciaux qui ont paru dans d'anciens rapports sur les investissements directs peuvent être consultés sous Archives¹. Le tableau ci-dessous donne une vue d'ensemble des thèmes spéciaux traités depuis 2002.

En outre, la BNS publie dans le *Bulletin mensuel de statistiques économiques* (version Internet) les données sur les investissements directs mises à jour et ventilées selon le pays et selon la branche. Les données sur les investissements directs sont également disponibles dans l'édition électronique des séries chronologiques longues.

Année	Thème spécial
2002	Les investissements directs suisses dans les pays adhérant à l'UE en 2004 Les investissements directs, un indicateur de la mondialisation de l'économie
2003	La Suisse, pays d'implantation de sociétés financières et holdings étrangères
2004	Les investissements directs suisses en République populaire de Chine et en Inde
2005 – 2013	Ventilation des investissements directs étrangers en Suisse selon le pays d'origine de l'investisseur ultime
2006 – 2013	Les investisseurs directs suisses et leurs effectifs en Suisse et à l'étranger
2008 – 2013	Nombre d'entreprises en Suisse à participation étrangère majoritaire
2013	La présentation des investissements directs selon le principe directionnel et selon le principe des actifs et des passifs
2013	Perspectives: Adaptation de la statistique des investissements directs aux nouvelles normes internationales

¹ Adresse électronique des Archives: www.snb.ch/fr/i/about/stat/statpub/fdi/id/statpub_fdi_hist

Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 44 631 31 11

Renseignements

bop@snb.ch

Langues

Français, allemand, anglais

Conception

Interbrand AG, Zurich

Impression

Neidhart + Schön AG, Zurich

Date de publication

décembre 2014

ISSN 1662-4319 (version imprimée)
ISSN 1661-156X (version électronique)

Accès aux publications

Les publications de la Banque nationale suisse peuvent être consultées sur Internet à l'adresse www.snb.ch, Publications.

Le calendrier des publications figure sous www.snb.ch, Médias/Calendrier.

Une grande partie des publications peut être obtenue sur papier, sous forme d'exemplaires isolés ou d'abonnement, à l'adresse suivante:
Banque nationale suisse, Bibliothèque,
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 44 631 32 84
Fax: +41 44 631 81 14
E-mail: library@snb.ch

**Droit d'auteur/copyright ©**

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, notamment ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La limitation de la responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2014